

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE
DE LYON

Année 1981 - N. 70

L'IMPORTATION ET LA COMMERCIALISATION
DU CHIEN EN FRANCE

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 17 décembre 1981

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

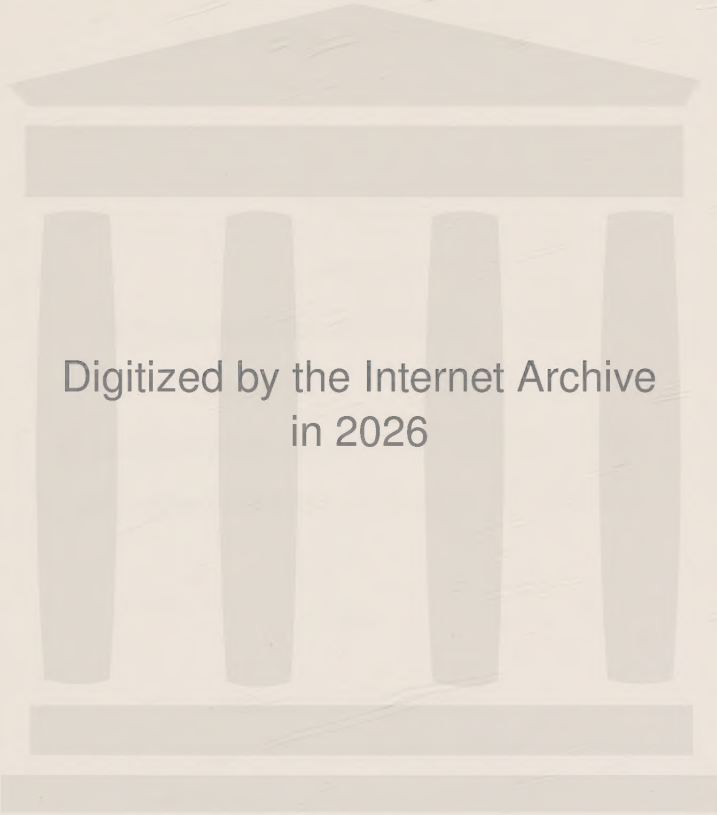
par

Claudette CROCHET

née le 26 septembre 1954

à TOURNUS (Saône-et-Loire)





Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE
DE LYON

Année 1981 - N. 70

L'IMPORTATION ET LA COMMERCIALISATION
DU CHIEN EN FRANCE

THESE

présentée

à l'Université Claude-Bernard - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 17 décembre 1981

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Claudette CROCHET

née le 26 septembre 1954

à TOURNUS (Saône-et-Loire)





ETAT DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT EN FONCTION A L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur : Professeur Philippe COTTEREAU

CHAIRES	Professeurs	Professeurs sans Chaire	Maîtres de Conférences	Maîtres Assis- tants Agrégés	Maîtres Assistants	Assistants
Alimentation	M. JEAN-BLAIN	-	-	-	-	M. GRANCHER
Anatomie		-	-	-	M. DENOIX	M. SARSAT
Chirurgie	M. COULON	-	-	-	M. FAU	M. SAUGUES
Histologie-Anatomie	M. TISSEUR	M. CASTELLU	-	-	-	Mme GRANCHER- WATRELOT
Hygiène et Industrie des Aliments d'origi- ne animale	M. CHANTEGRELET	-	-	-	M. DEMONT	
Maladies contagieuses	M. JOUBERT	M. PRAVE	-	-	M. CHOMEL	M. DUCLOS KOLMER
Parasitologie	M. EUZEBY		M. GEVREY	-	Mme CHAUVÉ	M. NGO TAN HUI
Pathologie Générale- Microbiologie - Immunologie	M. OUDAR	-	M. RICHARD	-	Mme GUERIN	M. GUERIN
Pathologie médicale du bétail et des ani- maux de basse-cour						
Pathologie médicale des équidés et des carnivores	M. COTTEREAU	-	Mme BRUGERIE	-	M. THIN	Melle VIALARD
Pathologie de la reproduction	M. FONTAINE	M. CLERC	-	M. LEGEAY	-	M. BOUVIER
Pharmacologie-Toxicologie	M. BERTRAND	M. DESCHANEL	-	-	Mme RACHAIL	M. NODET
	M. LONGUE	-	M. KECK	-	M. JAUSSAUD	Mme PEPIN- RICHARD
Physiologie	M. BOST	M. BOIVIN	-	-	-	M. THIEBAULT
Physique-Chimie	M. DELATOUR	-	-	-	M. GARNIER	Melle MARTIN
Zootéchnie	M. FROGET	M. FRANCK	-	-	Mme GRAIN	Mme LEFEBVRE LENOIR

A MES PARENTS

En témoignage de toute mon affection et de ma reconnaissance pour les efforts qu'ils ont consentis au cours de mes études.

A MES GRANDS-PARENTS

En témoignage de mon affection et de ma gratitude.

A MON ONCLE ET A MA TANTE

En témoignage de mon affection.

A VERONIQUE

Mon amie d'enfance et de toujours.

A JEAN-PIERRE

Avec toute ma tendresse.

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

Monsieur le Professeur BERTOYE

Professeur à la Faculté de Médecine de LYON

Qui nous a fait le très grand honneur
d'accepter la présidence de notre jury
de thèse.

Hommages respectueux.

A NOTRE JURY DE THESE

Monsieur le Professeur FONTAINE
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de LYON

Nous le remercions de la bienveillance
qu'il nous a accordée au cours de l'é-
laboration de ce travail

Hommages respectueux.

Monsieur le Professeur FRANCK
Professeur à l'Ecole Nationale Vétérinaire
de LYON

Qu'il trouve ici l'expression de notre
reconnaissance et de notre sympathie.

P L A N

INTRODUCTION

Déclaration des Droits de l'Animal

PREMIER CHAPITRE

LA DEMANDE EN CHIENS ET SES MOTIVATIONS

- I - LES CHIENS D'UTILITE
 - A - Chiens de berger
 - B - Chiens d'aveugle
 - C - Chiens d'avalanche
 - D - Chiens de police
- II - LES CHIENS DE CHASSE
- III - LES CHIENS DE COMPAGNIE
- IV - LES ASPECTS PSYCHOLOGIQUES

DEUXIEME CHAPITRE

L'OFFRE EN CHIENS

- I - OFFRE PASSEE
- II - OFFRE ACTUELLE
- III - OFFRE PROSPECTIVE

TROISIEME CHAPITRE

LA STRUCTURATION DU COMMERCE - LA LEGISLATION LES ASPECTS SANITAIRES

I - LA STRUCTURATION DU COMMERCE

II - LA LEGISLATION ET LA REGLEMENTATION

A - L'attestation de vente

B - La nullité de vente

1) la loi du 22 décembre 1971

2) Commentaires

a) la preuve de l'existence de la maladie

b) l'identification de l'animal

c) l'introduction de l'action en justice

d) l'antériorité à la vente

e) conséquences de l'annulation de la vente

C - La garantie conventionnelle. Défauts et vices cachés.

D - Aménagement et fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats.

E - Dispositions relatives à l'identification des chiens par tatouage.

F - Les importations de chiens et de chats.

G - Précisions concernant les origines.

III - LES ASPECTS SANITAIRES ET MEDICAUX
DE LA COMMERCIALISATION DU CHIEN

A - Maladie de Carré

- 1) Aspects cliniques
 - a) Phase d'invasion
 - b) Phase d'état
 - c) Evolution
- 2) Le diagnostic et son importance
 - a) diagnostic clinique
 - b) diagnostic nécropsique
 - c) diagnostic histologique
 - d) autres méthodes de diagnostic

B - Hépatite contagieuse canine

- 1) Expression clinique
 - a) Phase d'invasion
 - b) Phase d'état

2) Diagnostic

C - Maladies respiratoires

- 1) Adénovirus de type II
- 2) Parainfluenza
- 3) Réovirus type 1
- 4) Herpès virus
 - a) clinique
 - b) diagnostic

QUATRIEME CHAPITRE

LES PRIX

- I - PRIX INDICATIFS PARUS SUR LA REVUE "Chien 2000"
en 1977
- II - ENQUETE PUBLIEE DANS "Que Choisir" en 1980
- III - PRIX COMMUNIQUEES PAR LE CHENIL DE VELROUX
EN BELGIQUE
- IV - PRIX DU CHENIL DE PARIS
- V - COMMENTAIRES SUR LES DIFFERENTS TARIFS

CINQUIEME CHAPITRE

LES CONDITIONS D'UN RENOUVEAU DE L'ELEVAGE, LES PROJETS

- I - L'ELEVAGE DU CHIEN EN FRANCE
- II - LA COMMERCIALISATION DU CHIEN EN FRANCE
- III - LES IMPORTATIONS

CONCLUSIONS

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Les difficultés rencontrées sur le plan sanitaire et commercial par les acheteurs de chiens pour obtenir un minimum de garanties sont d'une telle importance, qu'il est nécessaire de rappeler la législation en vigueur. L'importation de chiens en France représente une fuite considérable de devises, le nombre d'animaux qui passent les frontières est incontrôlable.

Il serait bon que tous les professionnels ou amateurs du chien se remémorent la déclaration des droits de l'animal, ce qui éviterait à bon nombre de vendeurs de comparaître devant les tribunaux pour fraude ou état sanitaire catastrophique des chiots commercialisés.

Déclaration des droits de l'animal

- 1 - Tout animal sauvage ou domestique doit être considéré comme un être vivant sensible, méritant le respect. Les animaux dits domestiques sont ceux qui vivent et se reproduisent par tradition auprès de l'homme et s'accoutument de ce genre de vie. Les animaux sauvages sont ceux qui vivent en liberté dans la nature selon les lois de l'équilibre naturel.
- 2 - Parce que l'homme constitue une espèce privilégiée aux autres, il a le devoir de mettre son intelligence, ses connaissances, sa réflexion et sa dignité au service de toutes les autres espèces et de leur reconnaître le droit de vivre.
- 3 - L'éducation de l'enfant dès son plus jeune âge doit le conduire à observer, comprendre, respecter les animaux et les aimer.
- 4 - L'homme ne doit jamais acquérir ni posséder un animal s'il ne peut le faire vivre dans des conditions satisfaisantes d'hygiène, d'alimentation et d'entretien. Tout animal de travail a droit à une limitation raisonnable de la durée du travail, à une alimentation réparatrice et au repos.

- 5 - Toute souffrance inutile, toute mise à mort sans nécessité, tout abandon d'un animal sous la dépendance de l'homme, constituent des actes dégradants qui doivent être sévèrement punis.
- 6 - Le respect de la nature interdit à l'homme de détruire la faune sauvage. Le droit de chasser, de pêcher, de prélever des animaux sauvages ne peut être accordé que s'il ne provoque pas de diminution dans l'effectif des espèces. Seuls peuvent obtenir ce droit ceux qui auront fait preuve de leur connaissance des lois de l'équilibre naturel.
- 7 - Un animal ne peut être considéré comme nuisible que si une augmentation trop importante de sa population provoque l'accroissement du déséquilibre de la nature. Toute forme de chasse, de pêche ou de limitation de population provoquant des souffrances inutiles sera interdite.
- 8 - Les animaux destinés à la consommation ont droit à des conditions d'existence qui soient avec celles de leur espèce. Toute mutilation inutile ou tout traitement contre nature sont condamnables. Toutes dispositions pour le transport, le parage et l'abattage des animaux doivent être effectués sans brutalité, ni souffrance.

- 9 - La recherche expérimentale in vivo constitue une grave atteinte aux droits de l'animal. Elle ne doit pas se prêter à des abus, mais faire l'objet d'une réglementation internationale et nationale rigoureusement appliquée et contrôlée. Les animaux libres et sauvages ne peuvent être mis en captivité sans autorisation préalable. Lorsqu'ils tombent sous la dépendance de l'homme, un milieu et un rythme de vie aussi proches que possible de leur vie naturelle doivent leur être assurés.
- 10 - La capture, le commerce, la détention et la présentation des animaux libres et sauvages doivent faire l'objet d'une réglementation et d'une surveillance rigoureuse. Les sports, spectacles et divertissements entraînant la souffrance ou la mort d'animaux libres et sauvages doivent être supprimés. La mise en loterie, la distribution et l'utilisation d'animaux vivants à des fins publicitaires sont des formes d'exploitation inutiles et souvent cruelles.
- 11 - Reconnaisant le droit de vivre aux autres espèces, l'homme doit également leur reconnaître le droit à un environnement conforme à leur nature. La pollution et la dégradation inconsidérées des milieux naturels sont des formes de génocide qui menacent autant l'homme que les animaux.

- 12 - Les pouvoirs publics se doivent, en tout pays, de promulguer et de faire appliquer rigoureusement les textes législatifs protégeant les animaux et leur environnement. Les pouvoirs publics doivent favoriser l'action en faveur de cette protection.

PREMIER CHAPITRE

LA DEMANDE EN CHIENS ET SES MOTIVATIONS

Ces dix dernières années, on observe une très forte demande en chiens pour des raisons que nous évoquerons dans la quatrième partie. La demande est surtout orientée vers les chiens de compagnie correspondant plus particulièrement au goût des citadins qui souffrent de solitude.

I - LES CHIENS D'UTILITE

A - Chiens de berger

Les différentes races de chiens de berger sont le Berger de Beauce, le Berger de Brie, le Berger des Pyrénées, le Border Collie.

Le travail de ces chiens consiste à rassembler, guider, arrêter en tête, garder, explorer, conduire, trier, pousser, tasser. En ces quelques mots, nous rappelons les fonctions essentielles du chien de berger. Il est important de signaler l'existence de concours de chiens de berger.

B - Chiens d'aveugle

Ils soulèvent un problème important car leur valeur économique est considérable. Leur dressage est très difficile et demande beaucoup de temps. La sélection de sujets ayant de bonnes aptitudes est très difficile.

En 1966, on voit se créer le Lions Club de France à Sospel.

En 1975, se créent les Ecoles d'Anjou, d'Ile de France, de Provence - Côte d'Azur, du Limousin.

Il faut noter que le coût moyen du dressage et de l'élevage d'un chien d'aveugle s'élève à 12.000 F.

C - Chiens d'avalanche

Il s'agit essentiellement du Saint-Bernard pour une période très antérieure et, à l'heure actuelle, du Berger Allemand.

En 980, fut créé l'Hospice du Col Saint Bernard. En 1660, des chiens apparurent à l'Hospice. On ne peut faire mention du Saint-Bernard sans évoquer le chien Barry qui vécut dans cet établissement de 1800 à 1812. Henri SCHUMACKER fut le premier éleveur de Saint-Bernard.

A l'heure actuelle, on ne compte malheureusement plus que 400 chiens de cette race.

D - Chiens de police

Il s'agit de chiens aux qualités exceptionnelles.

En 1920, commencent les exercices des premiers chiens dans les villes. En 1946, la gendarmerie importe 80 Bergers Allemands de Rastatt en Allemagne. Les difficultés sont énormes à la sélection : des qualités d'endurance, l'acuité visuelle, l'intelligence, l'équilibre nerveux sont requis. Au terme de trois examens sérieux concernant la morphologie, l'état sanitaire et les caractères, les animaux sont retenus.

Ces chiens participent à la recherche des stupéfiants.

La race plus couramment utilisée est le Berger Allemand, mais des tâches similaires sont confiées au Labrador.

II - LES CHIENS DE CHASSE

Les amateurs de chiens de chasse se divisent en trois grandes catégories :

- amateurs de chiens d'arrêt, pour le petit gibier et le gibier à plume ;

- amateurs de chiens courants, pour le gros gibier : sanglier, cerf, chevreuil ;

- amateurs de teckels et de fox, qui sont employés pour la chasse sous terre.

Maintes revues cynégétiques contribuent à l'étude de l'utilisation de tel ou tel type de chien pour telle ou telle chasse.

Il est regrettable de voir disparaître certaines races locales de chiens tel l'Epagneul Saint-Usuge, chien très robuste de la Bresse et parfaitement adapté aux terrains et broussailles, au profit de chiens, soit disant sélectionnés, mais qui ne sont, en fait, que des produits consanguins. Il ne reste hélas qu'une sixaine de ces chiens. Mais à qui la faute ? Est-ce celle de l'éleveur qui préfère produire des chiens à la mode, ou bien celle de l'acheteur croyant acheter des produits de qualité ?

Telle ou telle race peut faire la preuve de ses aptitudes cynégétiques en concourant dans des fields trials. Ces fields sont réglementés par des textes.

Il est judicieux de s'adresser à chaque club de race de la Société Centrale Canine lorsque l'on désire des renseignements sur les élevages et sur leur qualité.

III - LES CHIENS DE COMPAGNIE

Tout d'abord, un bref tableau des effectifs canins en France nous fera entrevoir l'importance du sujet. Il s'agit, bien entendu, des chiens de compagnie.

Nombre de chiens de compagnie
en 1976

(en millions de têtes)

<u>France</u>	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>Allemagne</u>
7,7	5,2	3

Dès 1969, 48 % des foyers français possèdent un chien.

Les statistiques prévoient 2.500.000 chiens à Paris en l'an 2000.

A l'heure actuelle, on considère que les chiens proviennent pour :

- 5 % des éleveurs ;
- 30 % des chenils ;
- 25 % des refuges ;
- 40 % d'amateurs et de particuliers, dont 35 % proviennent de marchands patentés.

Depuis 10 ans, on assiste à la parution de nombreuses revues concernant le chien : déjà existait "le chasseur français", puis paraissent "chien 2000", "nos amis les chiens", "le Saint-Hubert", en plus des bulletins et revues édités par chaque club de la Société Centrale Canine.

Quelques statistiques complémentaires démontrent l'importance croissante des chiens de compagnie dans notre société contemporaine. Aujourd'hui, il y a en France 8 millions de chiens. Soulignons aussi qu'un foyer français sur deux possède un animal de compagnie.

Au Ministère de l'Agriculture, en 1977, on estimait qu'un million de chiens faisaient l'objet de transactions chaque année. Au Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture de Juin 1979, on note que le montant des transactions s'élève à, au moins, 750 millions de francs.

Tous les circuits commerciaux se développent alors et, en particulier, celui de l'importation.

On peut déjà imaginer l'ampleur de la fuite des capitaux français à la suite d'un tel commerce en constatant qu'un nombre minimum de 500.000 chiens par an échappent à tout contrôle. On peut aussi, à l'avance, se faire une idée de leur qualité et de leur état sanitaire.

Les statistiques font apparaître que les 500.000 chiens à fournir aux amateurs, le sont par l'importation. Or, seulement 400.000 chiots seraient importés. Au moins 125 millions de francs sortent ainsi de France chaque année.

*

*

*

Nous allons maintenant étudier quelles sont les diverses motivations des acheteurs de chiens tout en retenant que c'est surtout le chien de compagnie qui fait l'objet des transactions, les autres chiens d'utilité et de chasse étant souvent devenus des chiens de compagnie. Nous expliquerons quelles sont les motivations en s'appuyant sur d'éminents travaux qui ont été réalisées par des confrères aidés, eux-mêmes, par des spécialistes.

IV - LES ASPECTS PSYCHOLOGIQUES

Nous avons déjà parlé du faible encombrement d'un chien "toy", tel Terrier du Yorkshire, Pékinois, Caniche nain et toutes les autres races naines.

A l'heure actuelle, nous observons une inflation sans limites sur le marché du chien. Ce phénomène n'est certes par difficile à comprendre. Depuis quinze ans, environ, l'être humain vit dans des conditions sociologiques tout à fait particulières. Le rythme de vie s'est considérablement accéléré. Il n'y a plus de contacts entre voisins de palier, il ne subsiste que l'indifférence entre collègues de bureau ou voisins de chaîne de montage. Chacun rentre chez lui harassé par sa journée et n'y a rien trouvé de positif. Quoi de plus sécurisant que de retrouver son fidèle compagnon ?

En cas de difficultés psycho-affectives, tous les transferts de tendresse se font sur le compagnon à quatre pattes. Le chien est pour lui un refuge, une barrière devant les stress extérieurs.

Et quoi de plus rassurant, devant la progression des vols, que de posséder dans son jardin un imposant chien de garde ? Tout contribue à démontrer que l'homme vivant dans une société individualiste a besoin d'un fidèle compagnon. Dans les usines, on utilise même ce compagnon de l'homme pour en assurer la garde.

On peut mentionner avec assurance combien est importante la présence d'un chien dans la vie de l'enfant, il suffit de se référer à la thèse de doctorat vétérinaire de ZARROUCK qui a étudié simultanément les comportements humains et animaux.

On ne peut passer sous silence également le travail considérable effectué par Docteur CONDORET, Vétérinaire à Bordeaux. Ce travail a été effectué avec des pédiatres et des éducatrices. Le Docteur CONDORET a créé une société dont le but est d'aider les enfants en difficulté, d'âge pré-scolaire, enfants souffrant de troubles du comportement, agressivité, repli sur soi-même, impossibilité de s'insérer dans un cadre scolaire habituel. Travaillant dans une maternelle où l'enfant choisit l'animal de son choix en toute liberté, cette équipe a présenté les résultats de leurs travaux à Paris, le 9 Juin 1978. Ils ont constaté une amélioration notable du caractère des enfants. Cette équipe espère obtenir des crédits nécessaires pour la création d'un centre infantile d'éveil aux communications humaines par l'intermédiaire de l'animal. Cette équipe souhaiterait aussi que les centres d'hébergement du troisième âge soient équipés de manière à ce que les pensionnaires puissent être accompagnés de leur compagnon favori.

Dans un autre esprit, nous pouvons évoquer le fait que pour certains propriétaires de chiens, une telle acquisition correspond à un certain standing de vie. De plus en plus les gens recherchent des chiens standardisés munis de pedigree.

Au terme de ce premier chapitre, on pourra conclure, qu'à l'heure actuelle, on assiste, en France, à un engouement pour le chien et en particulier le chien de race ; cet engouement est dû à des phénomènes psychologiques et sociologiques bien particuliers et il est responsable d'une inflation sans limite sur le marché du chien et l'offre qui est faite est loin de répondre aux besoins tant en chiens de compagnie qu'en chiens de chasse. Nous allons démontrer dans le second chapitre combien l'offre est inadaptée et anarchique.

DEUXIEME CHAPITRE

L'OFFRE PASSEE, ACTUELLE, PROSPECTIVE

On ne pourra en aucun cas parler de l'organisation du marché du chien car, même à l'heure actuelle, elle n'existe pas.

I - L'OFFRE PASSEE

Il faut souligner le fait que les moyens de transport étaient alors très limités et qu'on ne pouvait assister au brassage des races et des origines. C'était donc le privilège des races locales dont nous avons parlé au premier chapitre. Un oncle, un cousin, un ami offrait un chiot de l'une de ses lices. Il était alors très peu question de marché et encore moins de spéculation. Finalement, on trouvait dans cette solution de très bons sujets bien adaptés au terroir et qui faisaient d'excellents chasseurs. Les importations étaient minimales. A cette époque, c'est-à-dire un siècle en arrière, on n'avait pas à déplorer la vente de chiots trop jeunes, à peine sevrés, comme nous l'observons aujourd'hui avec regret.

Il n'existait pas de marché aux chiens, ni de foire. Il faut bien avoir en mémoire que la Société Centrale Canine ne fût créée qu'en 1852. Elle a pour but la gestion des livres généalogiques ainsi que celle du fichier des identifications par tatouage.

II - L'OFFRE ACTUELLE

Il s'agit d'une offre complètement anarchique malgré les efforts faits par la Société Centrale Canine pour enregistrer les naissances chaque année.

Voici quelques chiffres qui nous donnent une idée de l'insuffisance de la production. Mais lorsque l'on parle d'insuffisance, il serait plus judicieux de parler de l'inadaptation du marché. Les chiots sont vendus soit par des particuliers, soit par des professionnels.

La Société Centrale Canine enregistre :

- pour l'année 1975, 80.249 naissances ;
- pour l'année 1980, 103.243 naissances.

La première conclusion que l'on peut apporter est que la progression est bien faible en cinq années. La deuxième conclusion est que ce chiffre est bien dérisoire par rapport aux importations. En effet, le Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture du 26 Juin 1979 fait état de 400.000 chiens déclarés importés ; bien sûr, il faut grossir ce chiffre et tenir compte des nombreux chiots en provenance de Belgique, de Hollande. Il apparaîtrait qu'en 1977, 1.000.000 de chiens auraient fait l'objet de transaction commerciale. 500.000 chiens échapperaient à tout contrôle car leur origine et leur provenance demeurent parfaitement inconnues.

Le nombre des importations est en effet croissant et il faut en déduire le nombre des morts car les chiots subissant l'alotage sont stressés et déjà leur état sanitaire, au départ, n'est pas satisfaisant. On relève donc un état sanitaire déplorable pour la plupart.

Les conditions d'entreposage dans les gares et les aéroports ne sont même pas prévues à cet effet. Quant au système de transport, point n'est besoin d'insister sur ce qu'on pourrait comparer à des wagons de déportés. Il faut souligner aussi l'absence de vaccination ou la séruminisation anarchique et, surtout, non mentionnée qui conduira ultérieurement à des échecs vaccinaux et à 20 % de déchets. Nous brossons ici un bref tableau de la répartition de l'offre. Il faut insister sur le rôle prépondérant de la Société Centrale Canine dans un essai d'organisation du marché. Il est tout à fait recommandé à un acheteur de s'adresser aux différents clubs pour bénéficier de renseignements loyaux et corrects. La presse locale, par ses annonces sous la rubrique "animaux", peut également pourvoir à la demande.

Le mensuel, Le Chasseur Français, pourvoit aussi pour une large part le marché. Au cours des expositions canines, qui sont organisées pour chaque région, on pourra de visu considérer tel ou tel chien qui conviendra.

III - L'OFFRE PROSPECTIVE

Il serait efficace d'organiser le marché du chien comme est organisé celui du bétail.

Le marché doit être orienté tout d'abord vers la production et la Société Centrale Canine a proposé récemment la création de fermes d'élevage de chiens, ce qui bien entendu éviterait les fraudes sur les origines et tendrait à régulariser les prix. Mais, d'une part, ni les crédits ni le personnel ne sont prêts à pourvoir au fonctionnement de cette entreprise. D'autre part, il est nécessaire d'avoir à l'esprit que l'espèce

canine ne peut être soumise à de telles conditions d'élevage. L'élevage dans un foyer ou dans des conditions plus proches de l'homme, contribuent à une meilleure domestication.

Nous étudierons dans le cinquième chapitre les projets que nous envisageons pour sortir de ce marasme.

TROISIEME CHAPITRE

LA STRUCTURATION DU COMMERCE

LA LEGISLATION - LES ASPECTS SANITAIRES

Nous abordons dans ce chapitre l'essentiel du sujet traité : les points très importants de la législation qu'il est indispensable de connaître.

I - LA STRUCTURATION DU COMMERCE

Il nous faut, tout d'abord, définir les divers statuts de producteurs.

La qualité d'éleveur se définit ainsi : c'est un amateur de race ayant reçu de ses prédécesseurs un patrimoine qu'il a pour devoir de transmettre enrichi à ses successeurs. Le vrai éleveur fait des sacrifices de temps, d'argent, de lignée. Il faut distinguer l'amateur du professionnel.

L'amateur est celui qui s'adonne à une activité sans en faire profession. Est amateur celui qui n'a jamais exercé pour un gain d'argent, pour des prix en espèces, pour les appointements

fixes, pour une recherche quelconque de gain. Cette qualité se perd avec la recherche d'avantages matériels et la compétition avec des non amateurs.

Le professionnel est une personne qui exerce spécialement une profession ou un métier et en tire des bénéfices. La qualité de professionnel doit répondre à la législation en vigueur et avoir satisfait à l'enquête de commodo et incommodo. Toutes les installations doivent être conformes à la réglementation comme nous allons la citer ultérieurement.

On note la création du Syndicat National des Eleveurs Professionnels seulement en Avril 1975.

Pour son installation, l'éleveur doit faire appel, sur sa libre initiative, aux banques (Crédit Agricole, par exemple). On constate donc qu'il n'est pas simple pour un éleveur de créer une affaire.

En ce qui concerne la fiscalité, l'éleveur doit faire une déclaration auprès des services fiscaux de son département. Chaque département jouit d'un mode d'imposition différent. Les contrôleurs prennent pour base de calculs, soit le nombre de lices, soit le nombre de reproducteurs mâles, soit le nombre de chiots produits ou vendus, soit ils appliquent un forfait.

Ensuite, la qualité d'éleveur requiert de nombreuses connaissances : on ne s'improvise pas éleveur, il faut un minimum de connaissances en pathologie, en génétique. Il faut aussi un laps de temps de disponibilité très long. Et, malheureusement, on ne peut que déplorer l'élevage fait par n'importe qui dans un but essentiellement lucratif au mépris de l'hygiène des ani-

maux et de leur sélection. Mais encore, l'éleveur au bout d'un certain temps, arrive-t-il à faire une production correcte ? Mais le plus déplorable, en tant que vétérinaire, nous avons eu maintes fois à constater l'état sanitaire lamentable des chiots vendus par des marchands qui n'ont absolument aucune qualification, qui ne connaissent strictement rien à la pathologie canine et qui ne savent même pas différencier les races.

Pour créer un chenil il faut :

- obtenir un permis de construire et pour cela s'adresser à la Direction de l'Équipement ;

- respecter la nouvelle réglementation sur les établissements classés. Si le chenil comporte cinquante chiens c'est un établissement classé et il est nécessaire de faire une déclaration au service des installations classées de la préfecture du département.

Le respect de la réglementation douanière en cas d'importation de chiens doit faire l'objet d'une déclaration en douane, la taxe est de 17,6 %.

On évalue à 600.000 chiens le nombre des importations dont un tiers en fraude chaque année. La mortalité est d'environ 30 %. Les capitaux sont de l'ordre de 125 millions de francs.

On distingue dans l'organisation du commerce :

- des éleveurs patentés : environ 5 %, certains étant assujettis à la T.V.A. ;

- des éleveurs amateurs ;

- des particuliers (40 à 45 %) qui vendent sans facture et sans attestation de vente ;

- des vendeurs spécialisés (25 à 30 %) soumis à une patente, à une autorisation, possédant un magasin et payant des charges sociales ;

- la Société Protectrice des Animaux (20 à 25 %) à but non lucratif, devant tenir une comptabilité stricte.

On doit insister sur le fait que pour avoir une meilleure structuration et un contrôle plus rigoureux, il faudrait une réglementation de l'élevage amateur, une réglementation de la fiscalité tendant vers une uniformisation du mode d'imposition, une obligation de tatouage de tous les chiens et non pas de quelques départements seulement.

On devrait pouvoir établir des statistiques éclairant sur les potentialités du marché.

Nous allons établir deux schémas de ces circuits commerciaux qui permettent de mieux visualiser sa répartition.

La population canine en France est de 8.000.000 de chiens.

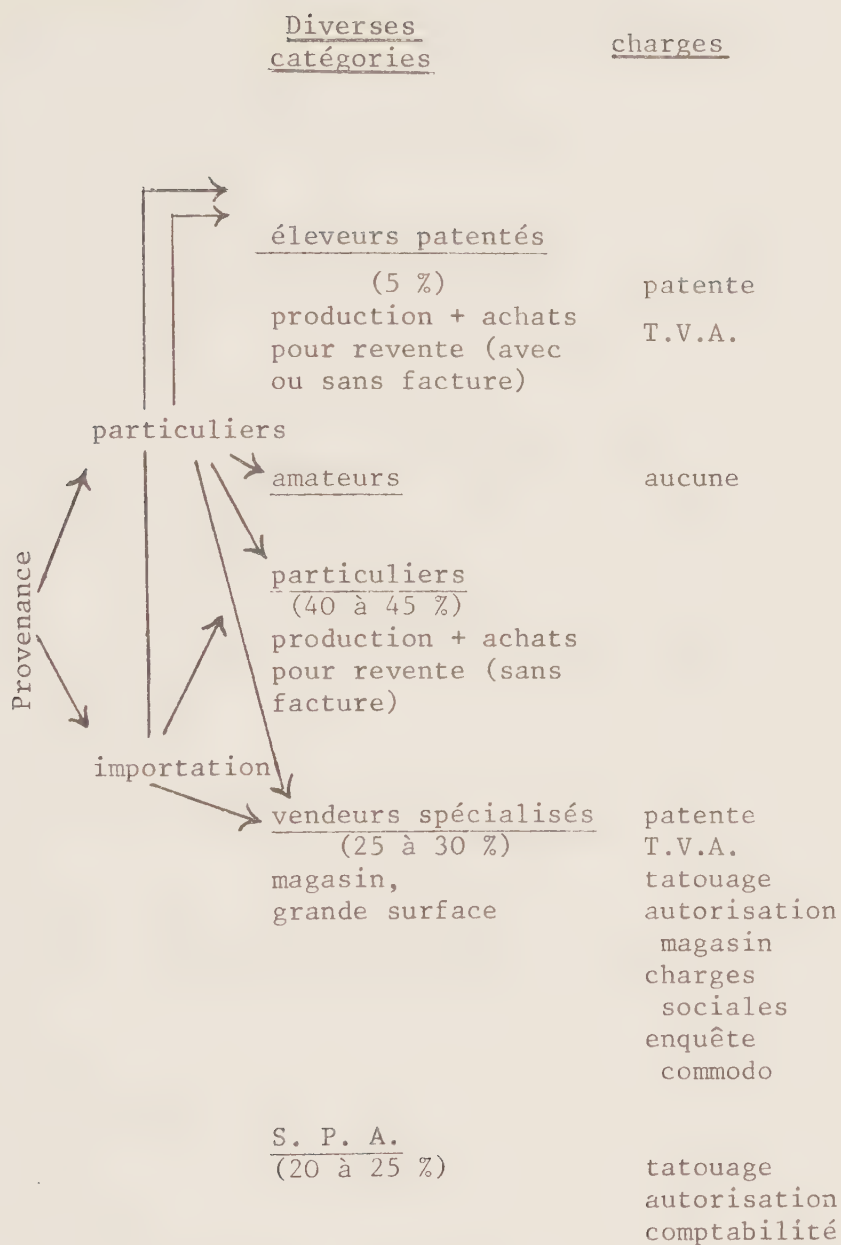
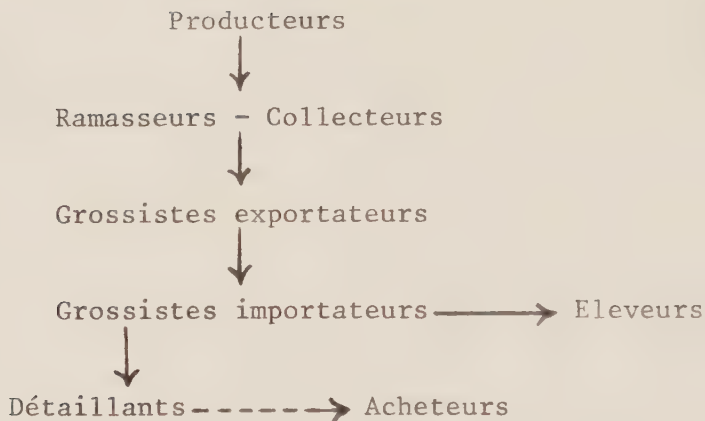


Schéma de l'importation



Voici schématisées toutes les filières de vente du chien.

Nous allons maintenant nous appuyer sur les textes de la législation française pour voir dans quelles normes doit s'effectuer le commerce du chien.

II - LA LEGISLATION ET LA REGLEMENTATION

A - L'ATTESTATION DE VENTE

Il s'agit de la rédaction d'un acte de vente. La circulaire ministérielle du 4 Novembre 1957 prévoit et conseille la rédaction sur un carnet à souche dont la souche est conservée par le vendeur. Sont indiqués :

- le nom de l'acheteur ;
- la date de livraison ;
- le signalement complet de l'animal ;
- le numéro d'immatriculation à la Société Centrale Canine ;
- le nom et l'adresse du ou des vétérinaires respectivement choisis par le vendeur et l'acheteur pour assurer le diagnostic des maladies visées à l'article I de la loi n° 71-1017 du 22 Décembre 1971 ;
- le prix en toutes lettres ;
- l'attestation est datée et signée ainsi que la souche par les deux parties.

B - LA NULLITE DE VENTE

1) L'action en nullité de vente n'est valable que pour les maladies prévues par la loi du 22 Décembre 1971 intitulée :

PROTECTION DES JEUNES ANIMAUX ET DE LEURS ACHETEURS

Loi n° 71-1017 du 22 Décembre 1971

- Art. 1. - La vente des chiens et des chats par des marchands spécialisés ou des particuliers est nulle de droit lorsque dans les quinze jours qui suivent leur livraison, les premiers sont atteints de Maladie de Carré ou d'hépatite contagieuse, les seconds de typhus ou de la leucopénie infectieuse.
- Art. 2. - Aucun ne peut être importé s'il n'est muni d'un certificat de vaccination contre Maladie de Carré, typhus, hépatite contagieuse.
- Art. 3. - A compter d'une date fixée par arrêté ministériel tous les animaux seront tatoués.
- Art. 4. - Règles sanitaires relatives à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage et le transit et la vente des chiens et des chats. Ces établissements sont placés sous la surveillance des Services Vétérinaires. Le préfet peut prescrire toute mesure nécessaire pour faire cesser les causes d'insalubrité et prononcer l'interdiction de cession des animaux et la fermeture temporaire ou définitive de ces établissements.

Remarque : une action en nullité de vente peut être intentée en cas de maladie réputée légalement contagieuse, telle que la rage (cette pratique n'est jamais utilisée).

2) Commentaires

a) La preuve de l'existence de la maladie

L'acheteur doit prouver l'existence de la maladie dans les quinze jours suivant la livraison. Il a recours soit à l'expertise amiable par les vétérinaires prévus, soit à l'expertise judiciaire (art. 290.292 du code rural). Dans le premier cas, le code de déontologie impose aux vétérinaires d'opérer ensemble. Ils doivent à l'issue de l'expertise essayer de concilier les parties et leur conseiller une solution à l'amiable. Dans le second cas, le demandeur présente une requête au tribunal d'instance du lieu où se trouve l'animal. Le juge rend une ordonnance sur requête dans laquelle il constate la date de la requête et nomme un expert qui doit opérer dans les plus brefs délais. Le vendeur est cité à l'expertise à moins qu'il n'en soit autrement ordonné en raison de l'urgence ou de l'éloignement. Si le vendeur a été appelé à l'expertise, la demande pourra être signifiée dans les trois jours à compter de la clôture du procès verbal. Si le vendeur n'a pas été appelé à l'expertise, la demande sera introduite dans le délai d'un mois à compter de la livraison, de quinze jours si l'animal est mort ou a été abattu.

b) L'identification de l'animal

L'immatriculation obligatoire facilite l'identification de l'animal. L'attestation de vente, délivrée au moment de la vente, comporte une description détaillée de l'animal.

c) Introduction de l'action en justice

Le délai de procédure, c'est-à-dire le temps dont dispose l'acheteur pour introduire l'action en justice, est de un mois à compter de la livraison. Ce délai est ramené à quinze jours si l'animal meurt ou est abattu. Il est important de ne pas le confondre avec le délai de garantie qui est le temps dont dispose l'acheteur pour faire la preuve de l'existence de la maladie et qui est de quinze jours seulement à compter du jour de la livraison.

Ce délai est un délai franc, c'est-à-dire qu'il commence le lendemain du jour de la livraison et se termine le lendemain du quinzième jour. Si le dernier jour du délai tombe un samedi ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit le terme. Les règles de procédure applicables à la demande sont celles prévues à l'article 293 du code rural. La demande est portée devant les tribunaux compétents suivant les règles ordinaires du droit. La vente peut aussi être considérée comme un acte purement commercial. Le défendeur peut être poursuivi devant le tribunal de commerce. La compétence relative des tribunaux de commerce est réglée par l'article 420 du code de procédure civile. Le demandeur peut citer le défendeur devant le tribunal de son domicile.

d) Antériorité à la vente

La prescription légale veut que dans les quinze jours suivant la livraison, la preuve de l'antériorité à la vente ne soit pas à faire, compte tenu des délais d'incubation, il semble

possible que la contamination puisse être postérieure à la vente. De toute façon, dans l'éventualité de la mort de l'animal au cours de cette période, qu'elle soit naturelle ou provoquée, le délai est maintenu et court à compter du jour de la livraison.

e) Conséquences de l'annulation
de vente

Elle a pour effet de remettre les choses dans l'état où elles fussent demeurées si la vente n'avait pas eu lieu. Par conséquent, le vendeur doit reprendre l'animal et rembourser les soins des vétérinaires.

En outre, si la bonne foi du vendeur est mise en question, une action en dommages et intérêts peut être intentée conjointement à l'action en nullité ; le délai est alors de trois ans à compter du jour où le délit a été commis.

C - GARANTIE CONVENTIONNELLE - DEFAUTS

ET VICES CACHES

Selon l'article 1641 du code civil, le vendeur est tenu responsable de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage à laquelle on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou en aurait donné un moindre prix s'il les avait connus.

Pour qu'il y ait vice caché il faut qu'il présente une certaine gravité telle, que si l'acheteur l'avait connue, il n'aurait pas

contracté l'achat. Il faut qu'il y ait un caractère occulte et inconnu de l'acheteur.

Citons maintenant quelques exemples afin d'éclairer les acheteurs qui, bien qu'amateurs, ne sont pas toujours au fait même de l'existence de ces défauts qui ne passeront pas inaperçus aux yeux du juge lors de la présentation pour la confirmation et l'obtention du pedigree.

Nous rappelons que la taille du sujet est l'un des facteurs primordiaux limitant sa confirmation.

Le ladre, c'est-à-dire la présence de taches blanches sur la truffe colorée est aussi un motif de disqualification. Il peut s'agir d'une carence en certains oligoéléments dont le manganèse qu'il faudra penser à administrer à l'animal dès son plus jeune âge, mais il peut s'agir aussi de tares génétiques irrémédiables.

L'anosmie, c'est-à-dire l'absence de flair est aussi un défaut grave mais qui n'est que trop tardivement diagnostiqué.

L'atrophie des vaisseaux de la rétine fait aussi partie des défauts que l'on diagnostique trop tard sans pouvoir y apporter de remède ; c'est une affection héréditaire qui conduit inévitablement l'animal à la cécité. Tout éleveur qui constate un comportement anormal de l'un de ses chiots doit, s'il est consciencieux, faire constater cette anomalie par un praticien expérimenté en ophtalmologie.

Le prognathisme fait aussi partie des défauts qui contribuent à l'élimination des

chiens de la reproduction. Si l'on remarque une avancée de la mâchoire supérieure sur l'inférieure de un millimètre, il se peut qu'au cours de la croissance cette anomalie disparaisse. Mais lorsqu'on constate une avancée de quelques millimètres, il est vain de conserver tout espoir.

L'ectopie testiculaire est une anomalie de position des testicules, unie ou bilatérale, intra-abdominale, inguinale ou inguino-abdominale. Chez le chien, c'est le plus souvent le testicule droit qui n'est pas descendu. Le plus souvent, la localisation est abdominale. La cause de cette ectopie est la migration testiculaire tardive (entre la 6ème et la 10ème semaine après la naissance. Cette anomalie se rencontre chez 10 % des chiens et dans toutes les races. Ces anomalies sont d'origine génétique. Il semblerait que la consanguinité favorise ce défaut. L'ectopie testiculaire est héréditaire et due à un gène récessif. Ce facteur n'est pas lié au sexe.. Les parents du chien porteur de cette anomalie étaient soit tous deux porteurs, soit l'un porteur et l'autre monorchide (cas d'une femelle porteuse de ce gène à l'état homozygote).

Les femelles comme les mâles transmettent l'anomalie. Les conséquences de cette anomalie sont :

- la stérilité pour les cryptorchides bilatéraux ;

- la transformation tumorale du testicule ectopié vers l'âge de cinq ans. La tumorigénérisation se traduit par la féminisation avec alopecie bilatérale sur les parties déclives du corps ;

- la modification comportementale : agressivité ou apathie.

Tous ces défauts sont donc bien à connaître pour l'acheteur qui devra se méfier des promesses et des soit disant "tout va rentrer dans l'ordre à la croissance".

Lors de l'achat d'un chien, il convient donc de ne pas se précipiter chez le premier vendeur venu ; il faut tout d'abord réfléchir au type de chien que l'on veut et contacter plusieurs éleveurs pour choisir en toute liberté.

Il est ensuite recommandé de faire consulter son acquisition dès que possible par un vétérinaire compétent qui fera part des défauts graves.

D - AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES
ETABLISSEMENTS SPECIALISES DANS LE
TOILETTAGE, LE TRANSIT ET LA VENTE
DES CHIENS ET DES CHATS

Arrêté du 2 Juin 1975

Art. 1. - Ces établissements sont :

- . les établissements où les animaux qui sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété ;
- . les établissements de garde (refuges des S.P.A., fourrières ou établissements privés) et de dressage quand l'animal doit y être conservé plus de 15 jours ;

- . les établissements de location ;

- . les établissements et instituts spécialisés dans la recherche bio-médicale, le contrôle biologique ou dans les productions biologiques.

Art. 2. - Une déclaration des établissements suscités doit être faite à la Direction des Services Vétérinaires.

Art. 3. - Un plan d'ensemble des locaux avec description détaillée à l'échelle de 1/20ème minimum doivent être fournis. Les aménagements doivent permettre d'assurer la salubrité et l'hygiène. Il doit y avoir l'approvisionnement en eau potable, éclairage, ventilation. Il est nécessaire de procéder à un renouvellement dans le cas de changement de propriétaire.

Art. 4. - Tout renouvellement de la déclaration doit avoir lieu dans le cas de changement d'exploitant ou modification de la nature de l'activité ou lors de toute modification importante dans l'agencement des locaux.

Art. 5. - Registre des entrées, sorties, naissances, morts. Doivent être indiquées les dates d'entrée, provenance (dans le cas d'une importation avec la référence de la dérogation sanitaire éventuelle). Pour :

- . chaque naissance, date références généalogiques ;
- . chaque sortie, date, destination ;
- . chaque mort, date, cause de la mort.

- Art. 6. - Les établissements de toilettage donnant uniquement des soins esthétiques ou des soins de propreté ainsi que les établissements de dressage, les foires, les marchés et les expositions, les établissements de soins vétérinaires ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 5 dans la mesure où les animaux qui transitent dans leurs locaux n'y stationnent pas plus de vingt-quatre heures.
- Art. 7. - Les établissements spécialisés visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 sont soumis aux prescriptions générales applicables aux établissements de vente et de transit de chiens ou de chats fixées par les arrêtés types déterminés en application de l'article 24 du décret n° 64-303 du 1er Avril 1964 relatif aux établissements insalubres, incommodes ou dangereux de 3e classe renfermant des animaux vivants.
- Art. 8. - Dans les établissements visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, les locaux et installations, notamment les niches et les cages, doivent permettre aux animaux de se déplacer et de se coucher facilement et les préserver contre les intempéries et les grands écarts climatiques.
- Art. 9. - Dans les établissements visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, les chiens et les chats doivent disposer d'un volume d'air d'au moins 10 mètres cubes par chien de grande taille et de 2 mètres cubes par petit chien ou par chat.

Les locaux ne doivent être chauffés qu'à l'aide d'appareils munis de dispositifs de protection répondant aux conditions prévues à l'article 1er de l'arrêté du 8 Avril 1957 du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce.

En hiver, les locaux doivent être maintenus à une température ambiante de 15°C au moins et toutes mesures doivent être prises pour éviter les phénomènes de condensation sur les parois en assurant une ventilation convenable des locaux.

Art. 10. - Les établissements de dressage, ainsi que les foires, les marchés et les expositions, ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 9 dans la mesure où les animaux qui transitent dans leurs locaux n'y stationnent pas plus de vingt-quatre heures.

Art. 11. - Les animaux détenus dans les établissements visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 Décembre 1971 doivent recevoir toutes les douze heures au moins la nourriture et l'abreuvement correspondant à leurs exigences pour les maintenir en bon état physique. Les aliments des animaux seront préparés à la mesure des besoins. Il ne sera pas conservé d'aliments corrompus dans les établissements ou leurs annexes.

Art. 12. - Dans les établissements spécialisés visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 12 Décembre 1971, tous les locaux et les installations fixes ou mobiles où sont situés les animaux, notamment les niches et les cages, doivent être lavés et désinfectés chaque jour.

Les locaux et installations doivent être en outre désinfectés et désinsectisés au moins une fois par mois et obligatoirement dès l'instant qu'ils sont libérés des animaux. Les litières des animaux seront renouvelées tous les jours. Tous les autres locaux ou installations fixes ou mobiles et tous les locaux où sont préparés la nourriture et l'abreuvement des animaux ainsi que les matériels utilisés doivent être maintenus en parfait état d'entretien et de propreté. Ils doivent être désinfectés au moins une fois par an.

Art. 13. - Dans les locaux et installations des établissements spécialisés visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, toutes dispositions efficaces doivent être prises pour s'opposer à la propagation des bruits.

Art. 14. - Dans toutes les parties des établissements spécialisés visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, toutes dispositions efficaces seront prises pour lutter contre les mouches et les rongeurs nuisibles ainsi que pour assurer leur destruction par des désinsectisations ou des dératisations opérées au moins une fois par an.

Art. 15. - Les cadavres des animaux doivent être enlevés des locaux, des installations fixes ou mobiles ainsi que des autres emplacements des établissements visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 dans les vingt-quatre heures qui suivent la mort des animaux et doivent être détruits dans les conditions prévues par le code rural.

L'autopsie ne peut être pratiquée dans les établissements que s'ils disposent d'installations adéquates.

Art. 16. - Les établissements de vente et leurs annexes, y compris les établissements attenants à des établissements d'élevage, les établissements de toilettage et les établissements de transit visés à l'article 1er, ne doivent abriter les animaux malades ou blessés que dans des installations sanitaires vétérinaires séparées des autres locaux et spécialement aménagées pour le traitement des animaux de l'établissement.

Les animaux malades ou blessés doivent y être maintenus jusqu'à leur guérison complète.

L'accès du public aux installations sanitaires vétérinaires doit être interdit.

En l'absence d'installations sanitaires vétérinaires, les soins doivent être donnés :

soit hors de l'établissement

soit dans l'établissement, mais, dans ce cas, l'accès de l'établissement doit être interdit au public jusqu'à la guérison complète des animaux.

Art. 17. - Les établissements spécialisés visés à l'article 16 doivent en outre tenir un livre coté et paraphé par le maire de la commune où est situé l'établissement sur lequel seront consignés les renseignements relatifs à l'état de santé des animaux et les interventions éventuelles du ou des vétérinaires attachés à l'établissement, les autopsies pratiquées et les causes de mortalité.

Le livre qui doit être conservé pendant trois années à compter de la dernière inscription qui y a été portée, sera présenté à toutes les réquisitions des agents de contrôle.

- Art. 18. - Les établissements spécialisés visés à l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971, pratiquant la cession à titre onéreux ou gratuit des chiens et des chats, ne peuvent détenir des animaux atteints de l'une ou l'autre des maladies visées à l'article 1 de cette loi. En cas de constatation sur un animal hébergé dans l'établissement de l'une de ces maladies, l'animal doit être retiré immédiatement du lieu de vente. La mention de ce retrait devra être indiquée sur le livre prévu à l'article 17.
- Art. 19. - Les objets et les matériels employés pour les soins esthétiques et les soins de propreté des animaux doivent être entretenus de manière à ne pas être une cause de transmission de maladie contagieuse. Les règles d'hygiène doivent être observées au cours des opérations de toilettage. Les poils et les balayures doivent être recueillis après chaque toilettage et placés dans un récipient muni d'un couvercle.
- Art. 20. - Le contrôle des établissements sus visés est assuré par les agents visés à l'article 8 du décret n° 75-282 du 21 avril 1975 dans les formes et les conditions prévues aux articles 215-1 à 215-4 et 283-1 à 283-3 du code rural.
- Art. 21. - Lors des visites effectuées les agents de contrôle visent le registre des entrées et des sorties prévu à l'article 5, le livre de santé pour y noter leurs observations.
- Art. 22. - Pour les animaux importés les contrôles porteront sur les documents sanitaires ayant accompagné les animaux :
le certificat sanitaire établi par un vétérinaire officiel du pays d'origine,
le certificat de vaccination anti-

rabique ou le certificat d'origine
pour les pays indemnes de rage,
le certificat de vaccination contre la
Maladie de Carré et l'hépatite conta-
gieuse pour les chiens,
le certificat de vaccination contre le
typhus pour les chats.

Art. 23. - Le Directeur des Services Vétérinaires et
les Préfets sont chargés chacun en ce qui
le concerne de l'exécution du présent
arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Précisions apportées par l'Arrêté du 26 Août 1975

publié au Journal Officiel du 12 Septembre 1975

Art. 1. - Les établissements de soins vétérinaires
sont supprimés des lites des établisse-
ments spécialisés dans le transit des
chiens et des chats.

Art. 2. - Le délai prévu pour la déclaration de
ces établissements est prolongé de trois
mois.

Art. 3. - Le Directeur des Services Vétérinaires
et les préfets sont chargés, chacun en
ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté qui sera publié au Jour-
nal Officiel.

E - DISPOSITIONS RELATIVES A L'IDENTIFI-

CATION DES CHIENS PAR TATOUAGE ET A

LA VENTE DES CHIENS ET DES CHATS

Arrêté du 16 Juillet 1975

Art. 1. - Tous les chiens qui transitent dans des établissements doivent être obligatoirement identifiés par tatouage.

Les établissements où les animaux y sont conduits doivent faire l'objet d'un transfert de propriété.

Les établissements de garde (refuges des S.P.A., fourrière ou établissements privés) et de dressage, quand l'animal doit y être conservé plus de quinze jours.

Les établissements de location.

Les établissements et instituts spécialisés dans la recherche bio-médicale ou le contrôle biologique ou dans les productions biologiques.

Art. 2. - Le tatouage est obligatoire pour tous les chiens non déjà régulièrement tatoués qui transitent dans un établissement visé à l'article 1.

F - LES IMPORTATIONS DE CHIENS ET DE CHATS

Avis du 14 Mai 1980

L'arrêté du 2 Novembre 1957 prohibant l'entrée sur le territoire métropolitain douanier de tous carnivores vivants domestiques ou sauvages en provenance de tous pays et l'arrêté du 17 Août 1964 prohibant l'entrée dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion, de tous carnivores vivants domestiques ou sauvages en provenance de tous pays, prévoient dans leur article 2 la possibilité pour le Ministre de l'Agriculture d'accorder des dérogations.

D'autre part, le décret n° 75-282 du 21 Avril 1975 portant application de la loi n° 71-1017 du 22 Décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs subordonne dans son chapitre II l'importation des chiens et des chats à certaines conditions. En l'application des mesures, l'importation des carnivores domestiques sur le territoire métropolitain est soumise aux règles ci-après :

- I - Une dérogation générale est accordée pour les chiens et les chats âgés d'au moins trois mois en transit, importés définitivement, temporairement ou réimportés après une exportation temporaire, accompagnant les voyageurs dans la limite de trois animaux dont au plus un chiot, sous réserve de la présentation d'un certificat délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine attestant que la vaccination

anti-rabique est en cours de validité.

Les animaux sont dispensés de la visite sanitaire.

- II - Des dérogations particulières pourront être accordées pour les importations des chiens et des chats destinés à la vente, âgés d'au moins trois mois sur demande des importateurs responsables d'un établissement officiellement déclaré et contrôlé conformément aux dispositions du décret n° 75-283 du 21 Avril 1975 ; établie en quatre exemplaires selon le modèle publié au J. O. et envoyée revêtue de l'avis du directeur départemental des services vétérinaires du lieu de première destination au bureau de la réglementation sanitaire aux frontières 44-46 boulevard de Grenelle, 75732 PARIS Cedex 15.

L'importation est subordonnée à :

1°) la visite sanitaire effectuée par le vétérinaire inspecteur du bureau de douanes d'entrée (frontière géographique ou aéroport) ;

2°) la présentation de la dérogation sanitaire, d'un certificat sanitaire individuel délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine comprenant une fiche signalétique établissant l'identité de l'animal et attestant :

- pour les chiens, que les vaccinations contre la rage, la maladie de Carré et l'hépatite contagieuse ont été effectuées depuis plus d'un mois et moins d'un an ou que ces vaccinations sont en cours de validité ;

- pour les chats, que les vaccinations contre la rage et le typhus ont été effectuées depuis plus d'un mois et moins d'un an ou sont en cours de validité.

Dans tous les cas visés en I et II pour les animaux (chiens et chats) en provenance de pays indemnes de rage depuis plus de trois ans, l'attestation relative à la vaccination anti-rabique peut être remplacée par un certificat délivré par un vétérinaire officiel du pays d'origine dans les cinq jours précédant le départ, attestant que l'animal est en bon état de santé, qu'il provient d'un pays indemne de rage depuis plus de trois ans et qu'il a séjourné dans ce pays depuis plus de six mois ou depuis sa naissance.

En l'absence de ces certificats ou d'un résultat favorable à la visite sanitaire prévue en II, les animaux seront refoulés.

Cet avis remplace et abroge à la date du 1er Août 1980 l'avis aux importateurs de chiens et de chats publié au Journal Officiel du 28 Février 1979.

En conclusion, nous entrevoyons déjà à travers cette législation tous les problèmes matériels en temps et en argent, qui peuvent se poser pour faire respecter et appliquer strictement cette législation qui pourtant peut paraître insuffisamment précise mais qui, surtout à l'heure actuelle, est encore peu respectée faute de moyens de contrôle ; les quelques constatations que nous venons de faire seront explicitées et l'on tentera d'apporter des solutions dans le cinquième chapitre.

G - PRECISIONS CONCERNANT LES ORIGINES

Il convient de faire le point sur les définitions que tout acheteur potentiel devrait connaître, à savoir :

- la carte d'immatriculation ;
- l'inscription au livre des origines françaises ;
- le pedigree.

Il est navrant de constater les innombrables fraudes qui découlent de l'ignorance des acheteurs.

La carte d'immatriculation est un document officiel de petit format, beige, remis le plus souvent par un vétérinaire qui a effectué le tatouage ou par une personne agréée pour ces opérations d'identification, même si cette carte précise la race du chien, elle n'est en aucun cas une preuve de la pureté de race, encore moins de l'origine.

L'inscription au livre des origines françaises ou L.O.F. :

En France, ce L.O.F. enregistre toutes les naissances déclarées depuis la fin du 19ème siècle. Chaque année, environ 100.000 chiots y sont inscrits, à chaque race canine correspond une section du livre. Lorsqu'une portée de chiots naît, le producteur doit envoyer dans un délai maximum de quatre semaines, une déclaration de saillie et une demande d'inscription provisoire au L.O.F.

La Société Centrale Canine envoie en retour un certificat provisoire de naissance et un numérotage de l'animal. Ce dernier est tatoué (trois lettres et trois chiffres) soit à l'intérieur de l'oreille soit sur la cuisse.

Pour être inscrit de façon définitive au L.O.F. et avoir un pedigree, le chien ou la chienne doit, alors qu'il devient adulte (c'est-à-dire en général dans les douze mois après la naissance) être examiné par un juge confirmateur qui dit alors si l'animal est apte ou inapte, s'il correspond ou non au standard de la race.

Dans le cas où l'animal est confirmé, il peut éventuellement reproduire.

Il possède un pedigree indiquant ses ancêtres à la troisième génération, sa taille, sa couleur, sa race, son numéro de tatouage, son pelage.

Le pedigree est donc le document officiel remis pour un chien confirmé.

On ne compte plus les gens venant d'acheter un chiot de trois mois se targuant de dire : "oh mais il a un pedigree". Grossière erreur, le chiot a un certificat de naissance et c'est ce terme qui doit être utilisé pour toute annonce concernant un chien non confirmé. Prenons tous les journaux locaux et même les journaux à grand tirage, on est bien loin d'observer le respect de l'appellation et nombreuses sont les usurpations de titres.

Nous étudierons dans le cinquième chapitre ce qu'il serait judicieux de faire afin d'éviter les fraudes et les publicités mensongères.

Nous abordons maintenant les points essentiels ayant un lien direct avec la législation et les répercussions sur le commerce du chien, ce sont les aspects sanitaires et médicaux.

III - ASPECTS SANITAIRES ET MEDICAUX DE LA

COMMERCIALISATION

Pour aborder cette question il est souhaitable de s'appuyer sur des constatations qui ont été faites et qui sont publiées dans un excellent dossier de la revue "Que Choisir".

Des tests d'achat ont été réalisés sur huit chiots, il a été relevé :

- un important parasitisme intestinal ;
- des gales des oreilles ;
- des cas de gastroentérite ;
- des trachéites ;
- des bronchopneumonies ;
- du rachitisme, de l'ostéoporose.

Nous pouvons aussi nous appuyer sur des constatations qui ont été réalisées à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon :

- en 1978, la gastroentérite virale a été reconnue sur des lots d'importation en provenance de Hollande ;

- en 1979, beaucoup de chiots importés étaient infectés de coccidiose ;

- la trachéobronchite a virus Toronto a été importée en France en 1978-79 (observations dans deux chenils faisant l'importation) ;

- la maladie de Carré circule à nouveau depuis deux ans dans les points de vente de chiots de Perrache et Lyon-Villeurbanne.

Il est très regrettable de constater au cours de nos consultations quotidiennes les mêmes affections que celles énoncées précédemment et on peut y ajouter le trop jeune âge des sujets commercialisés. Que faire quand un propriétaire vous dit qui a acheté son chiot à un mois ? Un chiot non sevré est bien entendu très réceptif à toutes les grandes maladies contagieuses.

Il nous importe maintenant de faire des rappels concernant les grandes maladies d'élevage et d'insister sur leur grande contagiosité. Ces grandes maladies sont : la maladie de Carré, l'hépatite contagieuse, les gastroentérites virales, les maladies respiratoires. Nous évoquerons les difficultés de diagnostic.

A - MALADIE DE CARRE

C'est la maladie la plus redoutée des propriétaires de chiens. C'est une maladie virulente, contagieuse, inoculable, spécifique des carnivores, qui s'exprime par de la fièvre, une éruption cutanée, une inflammation des différentes muqueuses ; histologiquement, elle se traduit par des inclusions cellulaires spécifiques. Son incubation moyenne est de sept jours.

1) Aspects cliniques : la forme aiguë classique.

a) Phase d'invasion

Elle dure 2 à 5 jours. On observe un premier pic thermique (40 à 41°C) qui persiste un à deux jours. L'appétit est diminué, s'installent la conjonctivite et la rhinite. Les écoulements sont d'abord séreux, puis muqueux, puis mucopurulents. La température rentre dans l'ordre ainsi que l'état parfois.

b) Phase d'état

Le plus souvent, survient un second pic thermique. Conjonctivite et rhinite persistent. L'inflammation catarrhale s'étend aux différentes muqueuses de l'organisme :

- localisation pulmonaire : bronchites, bronchopneumonies ;

- localisations digestives : gastro-entérites ;

- localisations nerveuses : elles font suite aux précédentes ou apparaissent d'emblée. On observe : dépression, myoclonies, incoordination, convulsions, coma.

La forme cutanéomuqueuse ou Hard-Pad-Disease des Anglo-Saxons est caractérisée par une hyperkératose de la truffe et des coussinets plantaires. Après trois semaines à un mois, elle évolue en une encéphalite mortelle.

c) L'évolution

La maladie évolue en général en deux ou trois semaines. Elle laisse souvent des séquelles : paralysies, myoclonies, épilepsie. La mort survient dans 50 % des cas entre le 15ème et le 30ème jour d'évolution.

Des formes atypiques sont également observées.

2) Le diagnostic et son importance

a) C'est le diagnostic clinique qui intervient surtout en garantie conventionnelle. Les signes cliniques critères sont :

- l'évolution thermique biphasique ;
- les symptômes respiratoires ;
- les symptômes nerveux ;
- les symptômes digestifs ;
- les lésions ulcératives de l'oeil ;
- les lésions maculo-pustuleuses en région de l'abdomen et des cuisses.

Quatre de ces critères doivent être présents pour assurer le diagnostic.

b) Ce diagnostic doit être appuyé du diagnostic nécropsique ; il est toujours délicat pour un vétérinaire d'établir formellement un diagnostic de maladie de Carré attendu les répercussions qui s'en suivent (procédure à l'intention du vendeur).

c) Le diagnostic histologique : la recherche des corps d'inclusion est une méthode capitale. Ces inclusions sont retrouvées dans de nombreux tissus : épithélium de la trachée, des bronches et des alvéoles, épithéliums glandulaires, cellules du système réticulo-endothélial, cellules de Purkinje, giales. On enverra par conséquent au laboratoire : la vessie, le poumon, le tissu nerveux placés dans le liquide de Bouin ou dans une solution formolée à 10 %.

d) Les autres méthodes de diagnostic sont :

- la mise en évidence du virus :

. par inoculation au furet à partir soit d'un animal vivant, soit d'un cadavre. Il faut retenir que cette méthode présente des difficultés car elle nécessite l'entretien des furets, animaux eux-mêmes très réceptifs à la maladie de Carré. On se rend compte de la difficulté pour avoir des révélateurs fiables.

. par l'immunofluorescence qui peut se faire à partir de l'animal vivant.

- la mise en évidence des anticorps par séroneutralisation. Elle nous permettra de déceler les anticorps résultant de la maladie mais aussi ceux qui résultent des vaccinations. Il faut remarquer que dans les formes nerveuses il existe peu ou pas d'anticorps.

Nous voyons donc que les méthodes de diagnostic essentielles reposent sur le diagnostic clinique qui est aisé lorsqu'il s'agit d'une forme clinique classique et sur la recherche des corps de Lentz.

B - HEPATITE CONTAGIEUSE CANINE :

MALADIE DE RUBARTH

C'est une maladie infectieuse, virulente, contagieuse, spécifique des carnivores, caractérisée cliniquement par des symptômes généraux divers, une algie abdominale et une réaction du système lymphoïde. Elle est due à un virus de la famille des Adénovirus. Elle sévit de manière enzootique chez les jeunes animaux plus particulièrement. Dans les conditions naturelles, elle n'affecte que le chien et le renard.

1) Expression clinique

L'incubation moyenne est de 4 à 5 jours

- forme suraiguë : elle affecte les sujets de quelques semaines. La pathogénicité dépend de la souche virale en cause. La souche Mirandola est particulièrement virulente. L'évolution est foudroyante, asymptomatique et la mort survient en 12 à 24 heures ;

- forme aiguë classique

a) Invasion

Le premier signe est la fièvre (40° C) qui dure deux à trois jours. Les autres symptômes sont l'anorexie, la conjonctivite et l'amygdalite.

b) Etat

La température s'élève de nouveau et persiste.

Les symptômes digestifs : vomissements, diarrhée séreuse, jaune, abondante, algie hypochondrale droite.

La réaction du système lymphoïde : réaction ganglionnaire généralisée.

Les signes oculaires : iridocyclite et chémosis; pendant les premiers temps de la convalescence peuvent apparaître des opacités cornéennes, c'est la kératite bleue due à un oedème cornéen qui progresse de la périphérie vers le centre sur un oeil puis les deux. Il n'y a pas de douleur oculaire ni de photophobie comme dans les kératites vraies, cette réaction est d'origine allergique.

Les signes nerveux sont très rares.

Dans tous les cas, il y a une leucopénie manifeste dès le deuxième jour d'évolution et ce pendant deux à trois jours.

Les formes atténuées : elles se traduisent uniquement par quelques poussées fébriles et des symptômes variables : angine, kératoconjunctivite.

Les formes inapparentes : attestées seulement par la sérologie.

2) Diagnostic

Le diagnostic clinique est très difficile à établir sauf si l'on observe la kératite bleue ou les symptômes associés à la leucopénie.

Le diagnostic nécropsique : les ganglions sont hypertrophiés et hémorragiques, l'oedème de la vésicule biliaire est caractéristique de la maladie.

La présence d'inclusions intranucléaires caractéristiques dans les cellules endothéliales des capillaires sinusoides du foie et dans les cellules de Kupffer, dans tous les organes lymphoïdes, fournit un moyen très commode de diagnostic sur le cadavre.

Le diagnostic expérimental :

- mise en évidence du virus :
 - . isolement en cultures cellulaires relativement facile ;
 - . immunofluorescence.
- sérologie : séroneutralisation et fixation du complément.

C - MALADIES RESPIRATOIRES

Quatre virus sont responsables :

- adénovirus type 2
- parainfluenza S V 4
- réovirus type 1
- herpes virus

1) Adénovirus type 2

Il est responsable d'une laryngotrachéite sèche, durable pouvant se compliquer de bronchite ou bronchopneumonie. Il est considéré comme l'agent principal des toux de chenil. On observe

divers agents de complication : bordetella, pasteurella multocida, streptocoques, pseudomonas.

L'isolement se fait à partir du mucus et des fécès. Dans l'épithélium des cornets nasaux, des bronches, des alvéoles pulmonaires, on peut mettre en évidence des inclusions intranucléaires. Le virus persiste trois mois dans les poumons mais on ne le retrouve jamais dans les reins contrairement au virus de la maladie de Rubarth. Son isolement et son identification par rapport à l'adénovirus type 1 nécessite d'avoir recours à la séroneutralisation croisée.

2) Parainfluenza

C'est une affection très contagieuse ; le virus responsable isolé fréquemment chez le chien semble cohabiter souvent avec le virus de la maladie de Carré et l'adénovirus. Il a été retrouvé chez l'homme, le singe et le chat sans qu'on ait pu faire la preuve de la transmission interspécifique.

La maladie peut être inapparente ou évoluer en une semaine : on note une fièvre brutale, une amygdalite, une rhinite et une bronchite. Le virus se multiplie localement sur la muqueuse nasale, le pharynx, les amygdales, les poumons et les ganglions lymphatiques régionaux. La surinfection bactérienne est à l'origine de bronchopneumonies. Le virus peut être isolé cinq jours après le début de la maladie à partir du mucus pharyngé ; les animaux guéris sont porteurs d'anticorps neutralisants mais l'immunité locale est prédominante.

3) Réovirus type 1

Il est très répandu dans la population canine si l'on en juge par la sérologie , il n'a été que rarement isolé. Il semble peu pathogène.

4) Herpès virus

C'est une maladie mortelle chez les très jeunes chiots (moins d'une semaine), bénigne ou inapparente chez les adultes. Les chiots de moins d'une semaine payent le plus lourd tribut. Les matières virulentes sont la salive, le jetage, les selles et l'urine des animaux malades. La transmission placentaire est possible mais la transmission de la mère au jeune a lieu surtout au moment de l'accouchement. Le virus est responsable de mortinatalité et de fragilisation des chiots.

a) clinique

Chez les chiots infectés dans leur première semaine de vie, l'infection se manifeste brutalement. Le premier signe est une diarrhée sans odeur, verdâtre, puis la respiration devient laborieuse, la palpation abdominale est douloureuse, les chiots essayent de vomir ; la mort est rapide et survient sans hyperthermie. La totalité de la portée est en général affectée. Les adultes font une maladie bénigne : rhinite et pharyngite sans gravité. Les animaux sont contagieux pendant plus de deux semaines.

b) Diagnostic

Chez les jeunes, les lésions observées sont caractéristiques : oedème et hémorragie pulmonaire, épanchements sérohémostatiques, spléno-

mégalie et lymphadénite. A l'histologie, on note des foyers de nécrose et des hémorragies, surtout sur les reins, les poumons, le système nerveux central avec parfois des inclusions intranucléaires caractéristiques. Le virus peut être isolé sur culture cellulaire et l'antigène viral peut être détecté par immunofluorescence. Chez l'adulte, le virus peut être recherché à partir du mucus nasal mais les chances d'isolement sont faibles.

L'entité "toux de chenil" comporte une étiologie complexe et sévit de manière épisodique dans les locaux où la population canine est dense et où s'effectuent des mélanges d'animaux d'origine diverse.

Conclusions :

On constate, en France, une recrudescence de la maladie de Carré dans sa forme larvée ainsi que son apparition sur des chiens soumis à l'importation comme nous l'avons déjà constaté. Il y a aussi une recrudescence de la maladie de Rubarth et des deux gastroentérites à parvovirus et à coronavirus. En ce qui concerne l'importation des chiens, on assiste à un tel brassage dans les locaux où sont entreposées les caisses qui contiennent les animaux qu'il est très facile de comprendre pourquoi ces maladies sont en augmentation. Mais le point le plus important à souligner est que ce brassage de chiens importés constitue un danger potentiel évident pour les populations canines françaises. Le premier cas de gastroentérite n'a-t-il pas été constaté sur une petite chienne importée de Hollande ?

D'ailleurs, après renseignements pris auprès de responsables des gares aux frontières et des aéroports, aucun local n'est prévu pour

l'entreposage d'animaux domestiques ou sauvages. On est bien loin alors du simple respect de la déclaration des droits de l'animal. Les chiots sont entassés dans des caisses. C'est alors que se complique terriblement la tâche du vétérinaire inspecteur du poste. Comment pourrait-il envisager seul de se livrer à l'ouverture de ces caisses et à leur fermeture dans un temps trop court, mais qui néanmoins n'a été défini par aucun règlement. On constate donc, là encore, d'une part, l'insuffisance de moyens matériels pour faire appliquer la législation en vigueur et, d'autre part, l'imprécision et le manque de sévérité de cette législation.

QUATRIEME CHAPITRE

LES PRIX

Cette longue liste de prix que nous communiquons demontre combien ces prix sont disparates.

Nous voulons aussi prouver que ces prix sont purement conventionnels et qu'ils ne suivent aucun cours, comme c'est le cas par exemple pour les bovins dont les prix sont bien définis. On constate donc que certaines races sont plus coûteuses que d'autres et ce en fonction de leur rareté ou du prestige qui les entoure. C'est le cas en particulier pour les chiens miniatures.

Nous pourrons aussi constater les grandes marges existantes entre les prix pratiqués par nos concitoyens et ceux pratiqués par les exportateurs étrangers. Cet état de fait nous permet de comprendre l'envergure du trafic des chiens.

I - PRIX INDICATIFS PARUS SUR LA REVUE "Chien 2000"

EN 1977 (en Francs)

	<u>Chiot de</u> <u>2 mois</u>	<u>Chien de</u> <u>2 ans</u> <u>confirmé</u>
<u>CHIEN DE BERGER</u>		
Berger Allemand	1.200	3.500
Berger de Beauce	1.200	3.000
Berger Belge	1.200	2.500
Berger de Brie	1.200	2.500
Bobtail	2.000	2.800
Bouvier des Flandres	1.500	2.500
Malinois	1.500	3.000
Berger des Pyrénées	900	1.500
Colley	1.500	3.000
Welsh Corgi	1.200	2.000
<u>CHIENS DE GARDE ET D'UTILITE</u>		
Boxer	1.200	2.500
Basenji	1.800	2.200
Bulldog	1.800	2.500
Dobermann	1.600	3.500
Dogue Allemand	2.000	4.000
Dogue de Bordeaux	2.000	2.500
Mastiff	2.200	2.700
Malamute d'Alaska	2.000	4.000
Montagne des Pyrénées	2.000	3.000
Pinscher nain moyen	950-1.000	1.500-2.000
Rottweiller	1.500	2.500
Schnauzer nain	1.200	2.000
moyen	1.000	3.000
géant	1.500	2.500
Siberian husky	2.000	4.000
Saint-Bernard	2.000	4.000
Terre-Neuve	1.500	3.000

	<u>Chiot de 2 mois</u>	<u>Chien de 2 ans confirmé</u>
<u>TERRIERS</u>		
Airedale	1.300	2.100
Bedlington	1.500	2.000
Bull-mastiff	2.000	2.500
Fox	1.000	2.000
Skye	1.500	2.000
Scottish	1.500	2.500
<u>TECKELS</u>		
Poils longs	1.000	2.000
Poils courts	1.200	2.500
Poils durs	1.000	2.000
<u>LEVRIERS</u>		
.Afghan	2.000	3.000
.Barzoi	1.600	2.000
.Galgo	1.200	3.000
.Greyhound	1.500	3.000
Irish Wolfhound	1.500	2.000
.italien	2.000	2.500
.saluki	1.500	2.500
.sloughi	1.500	2.500
.whippet	1.200	2.500
<u>CHIENS DE COMPAGNIE</u>		
Bichon frisé	1.500	2.800
Bouledogue français	1.800	2.500
Carlin	1.200	2.000
Caniche nain blanc, gris	1.500	2.500
noir	1.300	2.300
marron	1.200	2.200
abricot	2.000	3.000

	<u>Chiot de</u> <u>2 mois</u>	<u>Chien de</u> <u>2 ans</u> <u>confirmé</u>
Caniche moyen gris noir	1.000	2.000
blanc	800	1.800
marron	800	1.800
grand noir marron	1.100	2.100
blanc gris	1.100	2.100
Chihuahua	2.000	2.500
Chow-chow	1.500	3.000
Dalmatien	800	1.500
Eurasier	1.500	2.500
Pékinois	1.500	2.500
Epagneul papillon	1.500	2.000
Griffon bruxellois	1.000	2.000
Lhasa apso	2.000	2.500
Terrier du Yorkshire	1.800	2.400
Pinscher nain	950	1.500
moyen	1.000	2.000
Shi-tzu	2.000	2.500
Schipperke	900	1.500
Spitz nain	1.300	2.000

CHIENS DE CHASSE

Braque Allemand	1.000	3.000
Français	1.000	3.000
de Weimar	1.500	4.000
Drahthaar et Korthal	1.000	2.500
Epagneul Breton	750	2.000
Setter Anglais	900	2.500
Irlandais	1.000	3.000
Gordon	900	2.000
Cocker spaniel	700	1.500
springer	600	1.400
américain	1.500	3.000
Retriever	1.200	3.000

	<u>Chiot de</u> <u>2 mois</u>	<u>Chien de</u> <u>2 ans</u> <u>confirmé</u>
<u>CHIENS COURANTS POUR</u>		
<u>PETIT GIBIER</u>		
Basset artésien	950	2.000
Beagle	750	1.200
Griffon vendéen	800	2.500
Griffon bruxellois	1.000	2.000

II - EXTRAITS DES TARIFS RELEVES LORS DE L'ENQUETE

EFFECTUEE POUR LE DOSSIER TRAFIC DES CHIENS

PUBLIE DANS "Que Choisir" DE DECEMBRE 1980

Caniche gris, importé de Hollande, Angleterre ou Belgique.....	1.400 F
Caniche nain.....	1.500 F
Pékinois.....	2.500 F

LE PRIX D'UN CHIEN ACHETE 0100 F EN BELGIQUE,
VENDU 1.200 F EN FRANCE :

- achat du ramasseur au parti- culier.....	100 F
- vente du ramasseur à l'exporta- teur.....	250 F

- l'exportateur déclare comme prix à la douane : 450 F (+ 7 % de T.V.A., 50 F de vaccin, 30 F de tatouage), soit.....	588 F
+ transport.....	17 F
- somme payée par le vendeur détaillant.....	605 F
+ les frais généraux	
- la vente au particulier pour compenser les pertes.....	1.200 F

Il est bien évident que l'importation est une grande source de bénéfice pour le vendeur. Le prix de vente par rapport au prix de livraison est majoré de 40 à 70 %.

La perte en francs par an se chiffrerait à trois milliards de francs du fait de ces importations : il serait temps de freiner ce déficit !

III - PRIX COMMUNIQUEES PAR LE CHENIL DE VELROUX

EN BELGIQUE (1978)

Prix rendus à domicile et comprenant T.V.A.
et vaccins (en francs français).

Shitzu	837,50
Bobtail	837,50
Golden Retriever	800
Labrador	722,50
Yorkshire	912,50
Bichon maltais	1.037,50
Chihuahua	837,50
Scottish terrier	837,50
West highland	837,50
Skye terrier	837,50
Mastiff	1.425
Irish wolfhound	1.425
Bull mastiff	1.425
Bedlington	875
Airedale terrier	875
Lévrier afghan	837,50
Lévrier barzoï	912,50
Beagle	722,50
Beagle harrier	722,50
Bull terrier	837,50
Cairn terrier	912,50
Deerhound	1.425
Dobermann	837,50
King charles	837,50
Fox terrier	722,50
Fox hound	1.425
Greyhound	1.037,50
Harrier moderne	750
Irish terrier	800
Samoyède	750
Setter irlandais	800

Siberian husky	non coté
Terre neuve	1.425
Welsh terrier	750
Whippet	1.425
Bulldog	750
Chow-chow	912,50
Caniche toy	875
Basset artésien	625
Teckel	750
Pékinois	750
Papillon	750
Spitz	812,50
Dalmatien	875
Cocker spaniel	812,50
Berger allemand	750
Berger malinois	750
Boston terrier	812,50
Bouvier des Flandres	1.125
Boxer	875
Colley	875
Dingo : chiens sauvages d'Australie	3.125

Ces prix sont communiqués d'un exportateur à un importateur revendeur français.

IV - PRIX DU CHENIL DE PARIS (91 Rue de la Pompe)

Tarif des chiens de luxe et d'agrément

(sujets au sevrage : 2 à 3 mois)

		1er choix
Fox anglais, poil dur	800	700
Fox anglais, poil lisse	1.200	1.000
Fox français, poil lisse	450	400
Scottish terrier	1.500	1.300

Cairn terrier	1.500	1.300
West highland terrier	1.500	1.300
Caniche moyen noir	900	800
blanc, marron	1.000	900
nain noir	1.200	1.000
blanc, gris	1.500	1.300
abricot	1.800	1.600
Chihuahua	2.000	1.800
Yorkshire terrier	2.000	1.800
Bichon teneriffe	1.200	1.000
Pékinois	1.500	1.300
Spitz	1.500	1.300
Pinshers fauve	900	800
noir, feu	1.000	900
Loulou papillon	600	500
Chow-chow fauve	1.500	1.300
bleu	1.800	1.500
noir	2.000	1.800
Bassets allemands poil ras		
fauve	700	600
noir et feu	800	700
. poil dur sanglier	900	800
noir et feu	900	800
. poil long fauve	900	800
noir et feu	1.000	700
Dalmatiens	800	700
Levrettes d'Italie	2.000	1.800
Colleys	1.200	1.000
Welsh-corgi	1.500	1.300
Carlin	2.500	2.200
Schnauzers moyen		
poivre et sel	1.000	900
nain		
poivre et sel	1.200	1.000
noir	1.500	1.300
Cockers spaniels golden	900	800
noir	1.000	900
bicolore	1.200	1.000
Shipperke	800	700
Bouledogues français	2.000	1.800

Tarif des chiens de garde

Bergers allemands adultes, dressés

- magnifiques sujets de 7 mois à 1 an,
robe noire et feu ou gris loup ; les
chiens ont reçu un début de dressage,
attaque, défense..... 1.500
- sujets sélectionnés âgés de 20 mois
robe noire et feu ; excellent dres-
sage policier, attaque, défense,
doux avec les enfants, habitués à
la voiture..... 1.800
- sujets exceptionnels âgés de 2 ans
et demi et trois ans ; véritables
policiers : dressage complet, at-
taque, défense du maître, recherche,
pistage, intelligence parfaite,
obéissance absolue..... 2.500

chiots de garde

(2 1/2 à 3 mois)

Bergers allemands	650	600
Bergers belges malinois	800	700
Groenendaels	800	700
Boxer	850	800
Bergers belges tervueren	800	750
Dobermann	1.200	1.000
Bergers de beauce	1.000	900
Bergers de brie	1.500	1.300
Bouvier des Flandres	900	800
Danois noir ou fauve	1.500	1.400
arlequin ou bleu	2.000	1.800
Saint-Bernard	1.500	1.300
Montagne des Pyrénées	1.200	1.100
Terre-neuve	1.800	1.600

Tarifs des chiens d'arrêt et spaniels

Epagneul breton	650	600
Epagneul français	800	750
Setter anglais	700	650
Setter irlandais	700	650
Setter gordon	800	700
Griffon korthal	800	750
Drahthaar	800	600
Braque bleu d'auvergne	750	650
Braque français	750	650
Braque allemand	700	600
Pointer	700	650
Labrador	1.200	1.000
Cockers golden	700	650
noir	750	700
bicolore	850	800
Springer	900	800

Tarifs indiqués par des éleveurs amateurs

Chiot :

Danois gris acier, 3 mois	3.000
Braque de Weimar, 3 mois	3.000
Fox terrier poil dur, 1 mois	1.400
Springer, 2 à 3 mois	1.000 à 800
Setter gordon, 2 à 3 mois	1.400

Ces chiots sont inscrits au L.O.F.

V - COMMENTAIRES SUR LES DIFFERENTS TARIFS

La première constatation que nous faisons est la grande disparité entre les prix pratiqués. Il n'existe pas d'harmonisation des tarifs ; aucune réglementation existe.

Entre les prix des exportateurs étrangers et les tarifs français, il y a une marge très nette que nous avons calculée sur quelques exemples :

	<u>Prix</u> exportateur (frs)	en France (frs)	<u>Gain</u> brut (%)
caniche nain	875	1.500	71
chihuahua	837,50	2.000	< 130
chow-chow	912,50	1.500	64

On comprend maintenant quel est l'appât du gain représenté par ces écarts de prix pour les grossistes importateurs.

Il est difficile d'accepter pourquoi les prix ne sont pas codifiés en fonction de la valeur du chiot ou de celle de ses ascendants alors que pour tout autre objet de transaction il existe des cours.

CINQUIEME CHAPITRE

LES CONDITIONS

D'UN RENOUVEAU DE L'ELEVAGE,

LES PROJETS

Nous avons vu au cours des divers chapitres présentés antérieurement les problèmes qui se posent tout au long de la chaîne de commercialisation du chien. Depuis les difficultés rencontrées par l'éleveur lui-même qui n'a pas toujours une production adaptée aux besoins du moment jusqu'à l'acheteur qui ne trouve pas ce qu'il attend et, bien souvent, a le sentiment d'avoir été dupé sur les origines du chiot.

Afin de tenter d'assainir le marché du chien, nous étudions diverses propositions relatives :

- à l'élevage du chien en France ;
- à sa commercialisation ;
- à l'importation.

I - L'ELEVAGE DU CHIEN EN FRANCE

Il faudrait, sur le plan qualitatif, faciliter l'installation d'éleveurs qui soient

des connaisseurs et non pas des marchands. Il faudrait pourvoir à leur formation. Il nous paraît aberrant de favoriser la création de fermes d'élevage comme l'avait envisagé la Société Centrale Canine. Au contraire, il apparaît plus logique de promouvoir un élevage de qualité et il serait peut-être plus indiqué de favoriser l'élevage amateur.

Le problème qui se pose alors est l'inflation sur le marché en ce qui concerne certaines races.

Pour remédier à cette inflation, des enquêtes permettraient de connaître l'importance de la demande chaque année et dans chaque race. Le fichier actuel de la Société Centrale Canine est un amalgame de recensements absolument inexploités. Si l'on connaissait le nombre de lices et leur âge pour chaque race, on pourrait déjà évaluer le potentiel de production et adopter des directives pour orienter davantage le travail des éleveurs. On réalise mal pourquoi l'élevage du chien en France paraît aussi peu organisé alors que pratiquement toutes les autres productions sont orientées.

Il existe, à l'heure actuelle, des contrôleurs d'élevage qui, certes, ne sont pas assez nombreux, mais qui devraient avoir pour mission non seulement de vérifier l'état sanitaire des élevages mais aussi de leur donner une orientation, soit en ralentissant certaines productions, soit en les accélérant.

Il serait souhaitable d'étendre leur pouvoir et de leur donner la mission de contrôler les magasins de vente de chiens ; ceci éviterait bien des déboires aux acheteurs. Nous n'insisterons pas davantage sur l'état sanitaire

déplorable de la plupart des chiots vendus dans ces magasins, ni sur la formation professionnelle des vendeurs.

En ce qui concerne l'élevage, l'importation de reproducteurs de qualité devrait être favorisée.

II - LA COMMERCIALISATION DU CHIEN EN FRANCE

Il serait louable d'établir une échelle de prix bien codifiés et d'interdire l'emploi de qualificatifs abusifs et injustifiés, tel "chiots avec pedigree".

Le barème des prix devrait être établi en fonction des origines du chiot. Sa valeur pourrait, par exemple, être donnée en fonction des aptitudes : chasse, beauté, défense de ses parents.

Les prix devraient aussi être fixés en fonction de l'âge des sujets ; dans ce sens, les prix pratiqués à l'heure actuelle sont proportionnels à l'âge des chiens.

Il ne paraît pas indispensable de limiter l'âge de vente des chiots si elle est réalisée à des périodes raisonnables, c'est-à-dire après le sevrage.

Nous insisterons sur la nécessité d'un contrôle rigoureux des magasins de vente de chiens. Une obligation d'indiquer la sérumisation des chiots devrait être mise en oeuvre engageant la responsabilité et la conscience professionnelle des vétérinaires. Les vétérinaires inspecteurs

devraient aussi, en complémentarité avec les contrôleurs d'élevage, avoir pour mission la surveillance de l'état sanitaire des chiens mis en vente. Ils devraient s'attacher au contrôle des certificats de vaccination. On voit donc qu'il y a un immense pas à franchir. Il s'agit, dans ce cas, surtout d'effort et de sérieux et non pas de moyens comme on a trop tendance à le dire pour se donner bonne conscience.

Il faut donc tendre peu à peu vers une moralisation du commerce. Il faudra donc s'appuyer sur une régularisation de la production, sur une standardisation et une harmonisation des prix. Il est souhaitable que la publicité pour telle ou telle race canine soit faite en fonction de l'offre actuelle. Il apparaît donc possible de régulariser et d'harmoniser le marché. La grande difficulté réside dans l'établissement correct des besoins et d'une production adaptée à ces besoins.

III - LES IMPORTATIONS

Si nous avons dit précédemment qu'il serait souhaitable de favoriser les importations de reproducteurs de qualité pour améliorer la production française, il est néanmoins préférable de limiter ces importations d'une façon globale pour le commerce français.

Nous allons étudier maintenant les moyens de limiter ces importations. On peut adopter deux positions :

- 1'une défensive, consistant à faire une politique de permission et de surveillance. Par exemple, on effectuera des contrôles sérologiques pour connaître l'état vaccinal du chien.

Il va sans dire que cette entreprise serait très coûteuse et non seulement on perdrait des capitaux en important des chiots, mais on en perdrait en conduisant cette action défensive ;

- l'autre, offensive, consisterait à appliquer une politique de pression et de dissuasion. En imposant des contraintes aux exportateurs grossistes, on pourrait diminuer ce trafic. Tout d'abord, il s'agirait de contraintes matérielles, puis de contraintes économiques :

. Les chiots importés devraient avoir au moins 4 mois et l'on pourrait identifier leur âge par leur dentition.

. On devrait exiger pour tous les chiots de quelque pays d'origine qu'ils soient un certificat de vaccination contre la rage, la maladie de Carré, l'hépatite ; ces vaccinations ayant été pratiquées depuis plus mois, moins d'un an.

. Il faut faire une distinction fondamentale au passage des frontières entre :

* les chiens qui font l'objet d'une transaction ;

* les chiens qui appartiennent à des voyageurs, mais qui devront aussi satisfaire aux mêmes conditions de vaccination.

. Il serait souhaitable de diminuer le nombre de postes frontières ou encore, plus indiqué, d'affilier les importations de chiens à des postes frontières bien déterminés par une nouvelle législation. Ces postes frontières seraient munis d'un local réservé aux animaux importés ; ce local étant désinfecté quotidiennement. Les animaux devraient y séjourner au moins six heures, de manière à permettre un examen minutieux de leur état de

santé et un contrôle des documents d'accompagnement en l'occurrence :

* le certificat d'origine précisant que l'animal a au moins six mois et qu'il est inscrit à un livre des origines équivalent au livre des origines français ;

* les certificats de vaccination anti-rabique contre la maladie de Carré et l'hépatite contagieuse.

. De manière à imposer des contraintes aux grossistes importateurs, il serait souhaitable d'exiger que les chiots importés soient transportés dans des caisses standardisées et individuelles avec un espace à claire voie sur l'un des côtés afin de faciliter l'examen de l'animal. Cette mesure faciliterait le travail du vétérinaire inspecteur du lieu, elle éviterait l'inconfort dans lequel voyagent généralement les chiots et, en temps que contrainte matérielle, freinerait peut-être les importations.

En résumé, ces nouvelles mesures que nous proposons demandent certes un effort considérable de la part des pouvoirs publics et une remise à jour des moyens dont on dispose, mais aussi une action énergique de la part des douaniers et des vétérinaires frontaliers.

Il serait souhaitable de pouvoir enquêter auprès des importateurs et dans les points de vente de manière à connaître l'origine des chiens et à remonter ainsi les filières du commerce.

Il serait aussi profitable que les dérogations soient accordées, au coup par coup, pour un nombre limité de chiots importés.

Nous avons donc tenté de démontrer qu'avec une législation plus restrictive, il serait éventuellement possible de limiter les importations et d'éviter le grand brassage d'éléments contagieux : ces éléments n'apportant d'ailleurs rien de positif à l'amélioration de l'élevage français, sinon qu'ils enrichissent trop facilement des négociants peu scrupuleux et surtout incompetents.

En ce qui concerne l'âge d'entrée des chiots en France, nous proposons un moyen très simple de contrôle : l'examen de la denture. Tous les autres procédés sont encore bien délicats et requièrent une perte de temps considérable pour effectuer leur vérification.

De cette étude nous allons dégager les points essentiels et apporter des conclusions que la logique semble nous donner.

CONCLUSIONS

Nous avons mis en évidence l'importance du marché du chien en France ; nous avons constaté l'inorganisation de ce marché. Nous avons pu prendre conscience des graves répercussions économiques et financières qui en découlent. Notre vœux profond est que l'on aboutisse peu à peu à un assainissement du marché, à une loyauté de la part des négociants en chiens. Nous insisterons tout particulièrement sur les mesures que nous avons proposées dans le cinquième chapitre de manière à réglementer et à régulariser les importations de chiots. Nous insisterons aussi sur la nécessité pour les acheteurs de bien connaître les diverses appellations données sur l'origine d'un chiot et pour se faire nous incluons à la fin de cet ouvrage des copies des divers formulaires qui établissent l'origine d'un chiot.

La responsabilité d'un commerce équitable incombe tant au vendeur qu'à l'acheteur. Il faut que chacune des parties soit bien consciente de ses droits et de ses devoirs car si le but recherché par un éleveur doit être de produire des sujets de qualité, celui de l'acheteur doit être de trouver un chien qui lui soit bien adapté et non pas un chien qui soit au goût du jour. Nous devons nous employer à limiter les importations qui représentent une perte économique considérable pour notre pays

Si les lois sont l'expression de la volonté humaine d'organiser et de régir la société, cette volonté profonde doit aussi se mettre au service de ces lois pour les faire appliquer.

La bonne volonté de tous, éleveurs, commerçants, vétérinaires, doit s'appliquer à servir l'amélioration des races canines et leur état sanitaire. Remémorons-nous la Déclaration des Droits de l'Animal.

Vu :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

Cheney

Ma :

~~LE DIRECTEUR~~

LE PROFESSEUR RESPONSABLE

de l'École Nationale Vétérinaire,

Foucaud

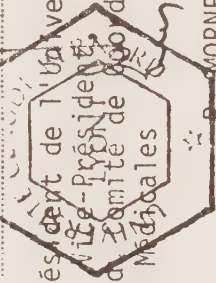
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

[Signature]

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 28 OCT. 1981

Pour le Président de l'Université LYON I
Le Premier Vice-Président
Président du Comité de Coordination
des Etudes Médicales



R. MORNEX

TEXTES LEGISLATIFS

Loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements classés.

Loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 (J.O. du 23/12/71, p. 12563).

Décret n° 75-282 du 21 avril 1975 (J.O. du 24/04/75, p. 4226).

Arrêté Ministériel du 2 juin 1975 (J.O. du 26/06/75, p. 6399).

Arrêté Ministériel du 26 août 1975 (J.O. du 12/09/75, p. 9414).

Circulaire Ministérielle du 4 novembre 1975, n° 8987

Arrêté Ministériel du 28 Juillet 1971 (J.O. du 31/07/71, p. 7607).

Arrêté Ministériel du 16 février 1971 (J.O. du 18/02/71).

Arrêté Ministériel du 2 Octobre 1975 (J.O. du 12/10/75).

Arrêté Ministériel du 28 Septembre 1971 (J.O. du 14/10/71).

Arrêté Ministériel du 16 Juillet 1975 (J.O. du 28 et 29/10/75).

Avis aux importateurs de chiens et de chats (J.O. du 20/06/75).

Avis aux importateurs de chiens et de chats (J.O. du 14/05/80).

BIBLIOGRAPHIE

- 1 - BRETON (M.). - Le chien de gendarmerie et son maître. Thèse Doct. Vét., Paris 1978.
- 2 - Bulletin d'Information sur Ministère de l'Agriculture. N° 857 du 25 Juin 1979
N° 910 du 12 Octobre 1980
- 3 - CATCOTT. - Médecine canine. Vigot édit., Paris, 1972.
- 4 - COLLET (B.). - Les animaux de compagnie dans la cité. Thèse Doct. Vét., Lyon 1980.
- 5 - DENEROLLE. - Elevage et commerce du chien. Thèse Doct. Vét., Paris 1974.
- 6 - DUBIAT (J.). - Organisation générale de la cynophilie en France. Thèse Doct. Vét., 1979.
- 7 - FONTAINE (M.), BRION (A.), GORET (P.), PILET (G.). - Le diagnostic de la maladie de Rubarth. Rec. Méd. Vét., 1959, 135, 13-21.
- 8 - HERRON. - Les maladies virales de l'arbre respiratoire du chien. Thèse Doct. Vét., Lyon 1972.
- 9 - PANTZER. - Quelques considérations scientifiques et législatives sur une loi relative à la vente des carnivores domestiques. Thèse Doct. Vét., Lyon 1974.
- 10 - RECLARD (P.). - La loi Neville et le diagnostic de la maladie de Carré du chien. Rec. Méd. Vét. 1974, 150, 177-184.

- 11 - Revue "Chien 2000", N° 13, Septembre 1977.
- 12 - Revue Officielle de la Cynophilie Française.
- 13 - Revue "Que Choisir", N° 157, Décembre 1980.
- 14 - RIBAUCOURT (B.). - Le Saint-Bernard. Thèse
Doct. Vét., Lyon 1973.
- 15 - VERHAEGEN (M.). - Production et élevage des
chiots. Thèse Doct. Vét., Toulouse 1969.

SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE
POUR
L'AMÉLIORATION DES RACES DE CHIENS EN FRANCE

FÉDÉRATION NATIONALE AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

215, rue Saint-Denis - 75093 PARIS Cedex 02

TEL 233 61 67

TARIF

EN VIGUEUR DES FRAIS DE DOSSIERS
A DATER DU 1^{er} JANVIER 1981

Inscription provisoire au L.O.F. avec délivrance du

— Certificat de naissance.....	50 F
— Pedigree Export	50 F
— Pedigree D.O.M. (Département d'Outre-Mer).....	50 F

Inscription définitive au L.O.F.

— Au titre de la descendance avec transformation du certificat de naissance en pedigree.....	50 F
— A titre initial avec délivrance du pedigree.....	150 F
— Au titre de l'importation avec authentification du pedigree étranger.....	150 F

Divers

— Récépissé de déclaration de naissance (inscription au Livre d'Attente).....	50 F
— Duplicata de certificat de naissance ou pedigree	100 F
— Affixe.....	500 F
— Carnet de travail.....	40 F
— Caution d'appel à non confirmation.....	300 F

COTE 14

SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE

pour l'amélioration des Races de Chiens en France

FÉDÉRATION OFFICIELLE FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS ET CLUBS AFFILIÉS

RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE (Décret du 28 Avril 1914)

215, rue Saint-Denis - 75003 PARIS CEDEX 02

Inscrire sous le N°

Le

FEUILLE DE DÉCLARATION pour l'Inscription au Livre des Origines (L.O.F.)

Inscrit au Registre des Livres Généalogiques du Ministère de l'Agriculture
d'un CHIEN né à l'ÉTRANGER et IMPORTÉ en FRANCE

Race _____ Sexe _____
Nom du Chien _____
Date de naissance _____ Nature du poil _____
Couleur de la robe et marques distinctives _____
Producteur : M. _____ Adresse _____
Propriétaire déclarant : M. _____ Adresse _____

Père :
N°
M.

Mère :
N°

Père :

Mère :

Père :

Mère :

N°

Père : N°

Mère : N°

Père : N°

Mère : N°

Père : N°

Mère : N°

Père : N°

Mère : N°

Immatriculé au
Fichier Central des
Animaux de l'espèce Canine

N°

Tatoué sur l'animal

Je soussigné, certifie la complète exactitude des
présentes déclarations.

A

, le

Signature :

COTE 9

R J 008

N° d'immatriculation

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE

215, rue Saint-Denis - 75083 PARIS CEDEX 02

Fichier Central
des animaux de l'espèce canine

PROPRIÉTAIRE

Nom (1)

Prenom

Rue ou lieu dit

Localité

N° département

Tel.

CHIEN

Nom (1)

Sexe

Né le

(1) en lettres majuscules

PRATICIEN HABITÉ

Emplacement du tatouage

cuisse
oreille
droite
gauche

(2)

Nom et signature
ou cachet

SPECIMEN

(2) mettre une croix dans les cases adéquates.

Volet « Fichier Central » à envoyer sans délai à la S. C. C. (dûment complété au verso pour un chien de race pure).

COTE 8

SOCIÉTÉ CENTRALE CANINE

POUR L'AMÉLIORATION DES RACES DE CHIENS EN FRANCE

Fédération nationale agréée par le ministère de l'Agriculture
(Décret du 26-2-1974, Arrêté du 22-5-1969)
Reconnue d'utilité publique

215, RUE SAINT-DENIS - 75083 PARIS CEDEX 02

LIVRE DES ORIGINES FRANÇAIS
(L. O. F.)

INSCRIT AU REGISTRE DES LIVRES GÉNÉALOGIQUES DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE FRANÇAIS

DÉCLARATION DE NAISSANCE

à adresser à la S.C.C. par le propriétaire de la chienne dans les 2 semaines suivant la naissance

Réservé à la S.C.C.

Déclaration reçue

le _____

Portée inscrite

le _____

N° _____

à N° _____

N° dossier à rappeler

Race _____
La chienne _____ LOF N° _____
Taille _____ Robe _____ Poil _____ Née le _____
Appartenant à _____
Adresse précise _____

Concessionnaire
de l'AFFIXE _____

A ins les le _____ une portée de _____ chiots dont ☐ mâles
(Voir au dos la composition détaillée de la portée en vie à la date ci-dessous) ☐ femelles

Suite à la
saillie du
Par l'étalon _____ LOF N° _____
Taille _____ Poil _____ Né le _____
Appartenant à _____
Adresse _____

La chienne et la portée peuvent être visitées conformément à l'article 7 du décret du 26-2-1974 à mon domicile ou à cette adresse
(le cas échéant) : _____

ORIGINES DE LA PORTÉE

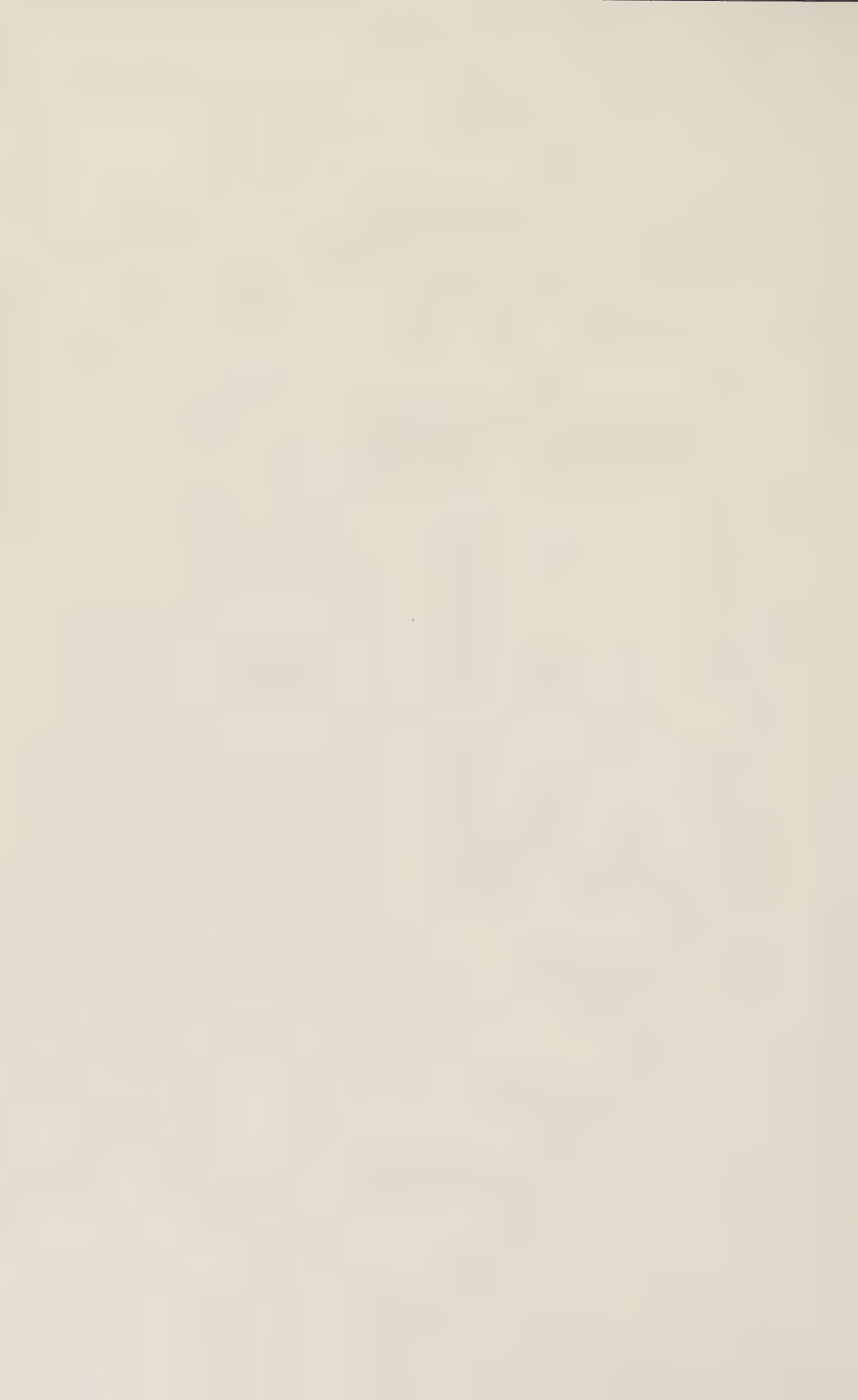
Père _____ N° LOF _____	}	Père _____ N° _____
Mère _____ N° LOF _____	}	Mère _____ N° _____
	}	Père _____ N° _____
	}	Mère _____ N° _____

Je soussigné, certifie la complète exactitude des présentes déclarations.

A _____ le _____ 19 _____

SIGNATURE

T.S.V.P.



Imprimerie Offset Vaubecour
L'Imprimerie des Étudiants lyonnais
11, rue Vaubecour
69002 LYON - Tél. (7) 842-45-85

Imprimerie Offset Vaubecour
L'Imprimerie des Étudiants lyonnais
11, rue Vaubecour
69002 LYON - Tél. (7) 842-45-85